

Islamisme et violence : le cas de la Palestine (Partie 1)

Séverine LABAT*

25-27 septembre 1996. L'épreuve de force engagée par Benjamin Netanyahou depuis son élection au mois de mai précédent tourne au conflit armé. Suite à l'ouverture provocatrice d'une seconde entrée d'un tunnel longeant l'esplanade des mosquées et débouchant désormais au coeur de Jérusalem-Est, des affrontements entre soldats israéliens d'une part et policiers et manifestants palestiniens d'autre part, se soldent par la mort de soixante deux Palestiniens, par celle de seize soldats israéliens et par plus d'un millier de blessés.

Soucieux de ne pas s'attirer les foudres de l'Autorité palestinienne, les islamistes du Hamas adoptent un profil bas durant la crise, et se contentent de manifester le 26 septembre devant la prison de Gaza afin de réclamer l'élargissement de leurs prisonniers.

Les accords d'Oslo ayant prévu une cogestion israélo-palestinienne des questions de sécurité, la nouvelle entité palestinienne endosse désormais - au moins partiellement - la responsabilité de la répression dans ses territoires. Pour n'apparaître ni comme un " fauteur de guerre " aux yeux de l'opinion internationale, ni comme un " traître " aux yeux des siens, le président palestinien a pour gageure de défendre le processus de paix tout en ne paraissant pas faire trop de concessions à l'adversaire. Ne pouvant véritablement riposter à la violence " légale " d'Israël, Yasser Arafat court le risque de perdre une partie de son crédit auprès de la population palestinienne, mais aussi celui de conférer une certaine légitimité aux éventuelles actions armées du Hamas. Craignant au surplus une intervention directe de l'armée israélienne dans les territoires qu'il administre, le président palestinien adopte une position minimaliste et donne l'ordre à ses policiers d'empêcher tout nouvel affrontement entre les manifestants et les forces israéliennes.

Comment interpréter, en la circonstance, la retenue relative du Hamas, mouvement islamiste ayant, par le passé, fortement contribué à la lutte armée contre l'occupation israélienne, puis ayant violemment manifesté son opposition à la signature des accords d'Oslo ?

La réponse tient dans la volonté manifeste de la direction politique du Hamas de ne pas exposer l'appareil du mouvement à une éventuelle

répression et de ne pas défier l'autorité de Yasser Arafat, tout en restant en mesure de capitaliser la colère de la population palestinienne au cas où celle-ci viendrait à se retourner contre le processus de paix.

Le Hamas présente la particularité d'avoir revêtu, durant les années d'Intifada, la forme d'un mouvement social de type populiste recrutant au-delà des clientèles habituelles de l'islam politique grâce à la combinaison, sous couvert de lutte armée, d'une thématique nationale et identitaire et d'un discours égalitaire. " Converti " à la lutte armée à une époque où la stratégie militaire était, à l'échelle internationale, de plus en plus considérée comme, au mieux anachronique et au pire, tout à fait illégitime, le mouvement islamiste éprouve de grandes difficultés, depuis la signature des accords d'Oslo, à surmonter l'épreuve d'une reconversion placée sous le signe de l'abandon, au moins provisoire, de la stratégie armée.

Son ambition de fusionner des visées contradictoires n'a en effet guère résisté à cet abandon, d'où son éclatement en deux tendances : l'une portée au compromis avec la nouvelle Autorité Palestinienne, l'autre résolument hostile à la démobilisation de l'aile militaire du mouvement.

Dès lors, les attentats-suicides perpétrés depuis le déclenchement du processus de paix tiennent en grande partie à la contrainte, pour un mouvement social dont l'engagement dans la lutte armée fut l'élément central de la légitimité, de se reconverter aux seules activités (politiques et sociales) de resocialisation religieuse. La violence de certains groupes radicalisés s'explique également par la difficulté qu'éprouvent nombre de jeunes militants islamistes naguère mobilisés par le soulèvement des territoires occupés, à se construire en véritables sujets de leur propre trajectoire depuis l'abandon des mots d'ordre de la lutte armée.

La conversion laborieuse du mouvement social islamiste à l'action politique

A la fois mouvement protestataire de masse et organisation politique désireuse de prendre la tête d'un futur Etat palestinien, le Hamas ne parvient guère, à l'issue de la signature des accords d'Oslo, à surmonter les contradictions nées de sa double nature.

Aux origines du populisme islamiste : entre protestation nationaliste et contestation sociale

En combinant appel à l'identité (nationale et religieuse) et contestation de l'ordre social (c'est-à-dire des formes de domination à la fois coloniales et traditionnelles), le Hamas, durant les années de l'Intifada (1987-1993), a mis en forme un mouvement social aux accents populistes, et constitué une organisation de masse fortement impliquée dans la vie sociale et politique palestinienne.

Traduisant la volonté d'une partie des nouvelles couches moyennes précarisées de combiner identité nationale, appartenance culturelle et développement économique, s'efforçant de maintenir l'unité d'une société dont les champs social, politique, économique et culturel avaient tendance à se dissocier sous les effets de la modernisation et de l'occupation, le mouvement populiste islamiste est le produit à la fois de la désintégration sociale et de la crise de la représentation politique palestinienne.

La " palestination " de l'islamisme

Parmi les résistants de la première heure contre l'occupant britannique et le projet sioniste [1], les Frères Musulmans furent, dès la fin des années cinquante, supplantés par une élite nationaliste elle-même largement issue de leurs rangs. Relégués, à compter de cette époque, et plus encore à partir de la défaite de 1967, à des activités sociales et religieuses non-violentes, les islamistes palestiniens durent attendre le soulèvement de décembre 1987 pour lever le doute quant à leur ferveur nationaliste et à leur ardeur combattante.

Attachée, depuis les années soixante, au principe du primat de la réislamisation de la société sur la lutte contre l'occupation, et à la doctrine du changement graduel, la direction historique des Frères Musulmans entend alors concentrer l'essentiel de ses efforts sur son projet de réforme morale. Aussi bien, davantage impliquée dans la lutte contre les " ennemis intérieurs " (nationalistes et communistes) que contre l'occupant israélien, fait-elle, à partir du début des années quatre-vingt, l'objet d'une contestation interne de plus en plus pressante. Rassemblée autour du cheikh Ahmed Yassine [2], une nouvelle génération de leaders émerge. Politisée sur les bancs des universités moyen-orientales (notamment égyptiennes) et mue par un radicalisme affûté dans les geôles israéliennes, elle se révèle avide de s'engager dans la lutte contre l'occupant .

Le refus des Frères Musulmans de participer à la lutte armée n'est, au surplus, guère plus tenable, dès lors qu'une dissidence issue de leurs propres rangs à la fin des années soixante-dix, et connue sous le nom

de " Djihad Islamique ", se lance, sous l'influence de l'expérience iranienne, dans des opérations militaires anti-israéliennes qui joueront un rôle considérable dans la préparation des esprits au soulèvement de 1987 [3]. Mais le caractère élitiste du Djihad Islamique et la répression qui s'abat sur le groupe à l'issue de ces opérations militaires lui interdisent d'étendre son influence au-delà de ses cercles clandestins. Aussi est-ce à une autre organisation qu'échoit la tâche de mobiliser les masses palestiniennes autour du projet national islamiste [4].

Alors que les territoires occupés se sont embrasés depuis le 8 décembre précédent [5], et que les dirigeants historiques de l'Organisation des Frères Musulmans observent un silence tout emprunt de leur légendaire prudence, les émules de cheikh Yassine procèdent à un coup d'Etat interne et, rompant avec des années d'abstention, publient, le 14 décembre 1987, un communiqué appelant à la résistance contre l'occupation. Il y a là Abd El-Azziz El-Rantisi (médecin), Ibrahim El-Yazuri (pharmacien), Cheikh Salah Shihada (professeur à l'université islamique de Gaza), Issa Al-Nashshar (ingénieur), Muhammad Sham'a (enseignant) et Abd El-Fattah Dukhan (professeur) [6]. Sous leur pression, et afin d'éviter une marginalisation politique funeste pour leur organisation, la vieille garde des Frères Musulmans va se trouver contrainte de lier son sort à celui du nationalisme : " Le nationalisme, du point de vue du mouvement de la résistance islamique, fait partie de la doctrine religieuse. Il n'est de cime plus élevée ni de dévotion plus profonde que le djihad lorsqu'un ennemi s'empare des territoires musulmans. Lutter contre l'ennemi devient une obligation individuelle pour chaque musulman, homme et femme " [7].

Le déclenchement du soulèvement offre en effet aux Frères Musulmans l'opportunité de réconcilier islam et patriotisme, à l'heure où l'ensemble de la société est mobilisée autour de l'ambition de bouter l'occupant hors des frontières d'un futur Etat palestinien. Aussi bien le nouveau mouvement islamiste s'efforce-t-il d'inscrire sa participation à la lutte de libération nationale dans la continuité historique : " Le mouvement de la résistance islamique est un chaînon de la (longue) chaîne du djihad contre l'occupation sioniste déclenchée en 1936 par le martyr Azzeddine El-Qassem et par ses compagnons, tous Frères Musulmans. Et la chaîne se poursuit par un épisode qui s'ajoute au djihad des Palestiniens et des Frères Musulmans durant la guerre de 1948, et aux opérations de djihad des Frères Musulmans depuis 1968 " [8].

Mais la " nationalisation " de la doctrine islamiste permet, avant tout, aux jeunes élites émergentes de disputer à l'OLP le leadership que la centrale exerce sur la société palestinienne. Pour elles, l'occupation israélienne n'a été rendue possible que par l'éloignement des Palestiniens de leur foi, seuls une réislamisation du corps social et l'établissement d'un Etat islamique sont en mesure de conduire au recouvrement de la pleine souveraineté.

Cependant, l'ambiguïté de la position des " vieux turbans " vis-à-vis du recours aux armes et, plus généralement, leur extrême circonspection vis-à-vis de toute activité susceptible de mettre en péril l'organisation en tant que telle, les conduit à suggérer que soit créée une nouvelle entité. La naissance officielle du Hamas (acronyme de Harakat al-muqawama al-islamiyya : mouvement de la résistance islamique, signifiant ferveur ou enthousiasme) est proclamée en janvier 1988 à Gaza. Ces hésitations premières se traduisent d'ailleurs par la publication de communiqués où, à aucun moment, le Hamas ne fait état de ses liens avec la " maison-mère ". Et il faudra attendre le mois de février 1988, c'est-à-dire que l'Intifada devienne un événement majeur et durable de la vie politique et sociale palestinienne, pour que ce dernier se présente officiellement comme l'aile active de l'Organisation des Frères Musulmans [9].

Conçu, à l'origine, comme un fusible devant permettre à l'organisation des Frères Musulmans d'observer une distance tactique vis-à-vis du soulèvement, le Hamas a cependant tôt fait de se doter d'une identité et d'une existence propres, susceptibles de combler une partie des aspirations nationales de la société palestinienne, et, de ce fait, de braver l'autorité de l'OLP et de Yasser Arafat.

" Quand toutes les voies se ferment s'ouvre la voie d'Allah " [10]

L'histoire du Hamas se confond désormais avec celle de l'Intifada, première révolte populaire de masse contre l'occupation israélienne. L'influence du mouvement islamiste est à la mesure de sa capacité à assurer la synthèse de motivations politiques, sociales, culturelles et économique et, de ce fait, à incarner, pour partie, la volonté manifestée par la société palestinienne de mettre fin à l'occupation, de recouvrer dignité et identité, et de prendre en main son destin. Aussi bien l'essor spectaculaire du Hamas à partir de 1988 tient-il à la fois à des considérations d'ordre externe et à des considérations d'ordre interne à la Palestine.

La marche de l'islamisme, en Palestine comme dans le reste du monde arabe, puise une partie de sa dynamique extérieure dans l'affaiblissement du monde arabo-musulman sur la scène internationale et dans l'épuisement corrélatif des forces nationalistes traditionnelles. Tandis que les défaites arabes (guerre de 1967 et 1973, invasion israélienne du Liban, guerre du Golfe) conduisent, plus qu'à leur tour, les leaders nationalistes à mobiliser les masses autour de la thématique islamique, la révolution iranienne de 1979 et l'effondrement du bloc soviétique achèvent de convaincre les oppositions islamistes de la suprématie de la " solution islamique " à l'exception de toutes les autres. Le désintérêt croissant de la communauté internationale, et notamment des pays arabes, à l'égard d'une question palestinienne devenue secondaire eu égard à la gravité du conflit libanais ou de la guerre Iran-Irak, contribue également à expliquer le soulèvement palestinien de 1987.

Entièrement déployés à l'intérieur du territoire palestinien et moins dépendants du reste des pays arabes qu'une OLP affaiblie depuis son départ de Beyrouth en 1982, les islamistes sont, à compter du déclenchement de l'Intifada, perçus par une part croissante des masses palestiniennes comme étant les plus à même d'assurer la défense des intérêts de la communauté.

L'émergence de nouveaux groupes sociaux et l'approfondissement des contradictions au sein-même de la société palestinienne sont, conjointement à ces considérations d'ordre extérieur, à l'origine de la remise en cause de l'ordre politique établi et de l'essor de l'islamisme.

Les transformations sociales liées à une modernisation profondément dépendante de la situation coloniale, n'affectent pas tous les Palestiniens dans les mêmes proportions. Une classe urbaine d'entrepreneurs à la fortune démonstrative et " parasitaire " a fait son apparition durant les années quatre-vingt, assurant à l'Etat d'Israël la médiation nécessaire au contrôle qu'il exerce sur l'économie palestinienne (fourniture de main d'oeuvre et sous-traitance des produits israéliens), alors même que les effets socio-économiques et politiques de l'occupation se font de plus en plus pénibles pour le tout venant de la population. Couches moyennes et populaires ironisent sur ces " nouveaux riches " [11]. Dans le même temps, les classes populaires urbaines nées après 1967 et issues soit de villages et de petites villes durement éprouvées par l'occupation, soit des camps de réfugiés [12], ont désormais accès à un enseignement supérieur de masse générateur d'exigences nouvelles en termes de participation au changement social et politique [13].

Autrefois emmenée par des leaders qui, à l'exception du noyau fondateur du Fatah (Yasser Arafat, Abou Djihad, Abou Iyad), étaient issus soit des strates urbaines les plus favorisées, soit de l'élite rurale traditionnelle, prioritairement originaires de Cisjordanie (où la structure sociale palestinienne a mieux résisté à la colonisation que dans la bande de Gaza, du fait de son intégration au système jordanien entre 1948 et 1967), la résistance à l'occupation est désormais assurée par les nouvelles couches urbaines radicalisées : commerçants (qui joueront un rôle crucial à l'occasion des grèves) et jeunes issus des camps de réfugiés de Gaza et de Cisjordanie ou des zones rurales de Cisjordanie menacées par la politique de colonisation israélienne.

D'avantage concernées par les problèmes quotidiens de la société palestinienne et soucieuses de rompre avec les structures traditionnelles ainsi qu'avec les modalités d'intervention politique coutumières du mouvement national palestinien, ces nouvelles couches s'investissent massivement dans les mouvements de masse animant l'Intifada.

Aliénation politique, sociale et économique ainsi que perte d'identité vont plus que jamais de pair, créant un sentiment de frustration jamais atteint jusqu'alors. Son expression, étant donné l'affaiblissement du mouvement nationaliste, va se faire prioritairement à travers l'idéologie populiste islamiste.

C'est le cas pour Ghazi Hamad, journaliste appartenant à la nouvelle génération de dirigeants islamistes issus de l'Intifada. Né en 1964 dans le camp de réfugiés de Rafah, au sein d'une famille modeste issue de la région de Tel Aviv et installée à Gaza en 1948, Ghazi Hamad fréquente une école de l'UNRWA [14] avant de se rendre au Soudan dont il revient muni d'un diplôme de vétérinaire, à l'issue d'un séjour de cinq ans [15]. Acquis aux thèses des Frères Musulmans palestiniens dès l'année 1982 (il a alors dix-huit ans), une rencontre scelle définitivement le destin politique de Ghazi. Hassan Tourabi, qui a "brisé le mur psychologique en participant à la vie politique", devient pour lui un modèle. De retour à Gaza en 1987, et empêché de retourner au Soudan pour y décrocher son PhD, il participe activement au soulèvement et fait parfois le "coup de poing" contre les militants du Fatah : "Depuis que j'étais petit, je rêvais de lutter contre l'occupation. Le temps était venu d'utiliser les armes. En 1987 la chance s'est présentée à moi de participer au devoir national. C'était un honneur pour moi de participer à la lutte nationale. J'ai abandonné l'idée de faire un PhD au Soudan, j'ai sacrifié mes études. Et j'étais

convaincu que l'islam était une idéologie suffisamment forte pour se sacrifier. Regardez les commandos-suicides ! L'islam les rend suffisamment forts pour se sacrifier " [16].

Son séjour dans les prisons israéliennes entre 1989 et 1994, ne fait que renforcer ses convictions : " La cour militaire m'a condamné à cinq ans de prison. J'étais le porte-parole du Hamas en prison. La vie était très dure, mais j'étais avec des gens, je leur enseignais des choses. La prison est une université où l'on forme une nouvelle génération. On a enseigné aux gens la science, l'histoire, l'islam. On a créé un leadership à l'intérieur de la prison. On avait des contacts avec des gens d'Hébron, de Beer Sheva... La prison a renforcé ma foi. Vous lisez beaucoup, vous comprenez beaucoup de choses. Vous êtes confronté à d'autres idées. La prison est une petite société. Nous avons des conversations avec des militants du Fatah et avec des communistes ".

L'influence croissante des islamistes depuis les années quatre-vingt s'explique, non seulement par la désintégration sociale consécutive au processus de modernisation s'opérant sur le fond d'une occupation acculturante, mais également par la crise qui affecte la représentation politique palestinienne durant ces années.

Durement éprouvée par l'invasion israélienne du Liban (1982) et par son départ forcé pour Tunis, l'OLP se trouve, à la veille du déclenchement de l'Intifada, dans une impasse politique qui explique les progrès d'une mouvance islamiste, sur les activités de laquelle, les autorités israéliennes, soucieuses de créer une alternative " à leur main ", ferment les yeux jusqu'en mai 1989 [17].

Mais, l'expansion du Hamas au détriment du camp nationaliste " laïc " s'explique également par les concessions consenties, sous pression internationale, par la centrale palestinienne [18]. Malgré la déclaration d'indépendance dont elle est assortie, la reconnaissance d'Israël dans ses frontières de 1967 par le Conseil National Palestinien (CNP) d'Alger en novembre 1988 est considérée comme une " trahison " par la majeure partie de la base du Hamas.

" Selon l'idéologie du Mouvement de la Résistance Islamique, abandonner quelque partie de la Palestine que ce soit, équivaut à abandonner une partie de sa religion. Le nationalisme du Mouvement de la Résistance Islamique fait partie de sa religion (...) ses membres s'acquittent du djihad pour hisser la bannière de Dieu sur leur nation " [19].

L'hostilité du Hamas à tout accord avec Israël en l'absence de reconnaissance de la souveraineté palestinienne sur l'ensemble des territoires occupés, à une époque où, engagée dans les pourparlers de paix, l'OLP connaît la cote la plus basse de son histoire, rencontre un écho d'autant plus large qu'elle coïncide avec l'expulsion, au Sud-Liban (Marj Ez-Zuhur) en décembre 1992, de quelque quatre cent quinze membres du Hamas et du Jihad Islamique [20]. Le mouvement islamiste, dont les leaders expulsés font désormais figures de " héros ", est alors au plus fort de son audience, il multiplie les attaques militaires contre Israël.

" Le livre de Dieu dans une main, le fusil dans l'autre " [21]

Fort du réseau caritatif, éducatif, et religieux, tissé par les Frères Musulmans durant les années soixante-dix (dispensaires, crèches, orphelinats, écoles, clubs de sport, cours d'alphabétisation, y compris pour les femmes...) et grâce à ses activités de patronage, le Hamas n'a aucun mal à capitaliser la colère d'une partie de la société palestinienne, à se faire l'interprète (temporairement) le plus crédible du désenchantement populaire vis-à-vis de ses représentants et, par conséquent, à élargir l'audience traditionnelle des Frères Musulmans.

Opérant principalement dans les champs sociaux et politiques (organisation de grèves, de manifestations, et d'appels à la désobéissance civile), le Hamas doit également une grande partie de son audience (surtout auprès de la jeunesse des camps de réfugiés) aux actions menées depuis 1989 par sa légendaire aile militaire (résultat de la fusion entre l'appareil de renseignement et la branche armée du mouvement) : les brigades Azzeddine el-Qassem [22].

S'appuyant sur un réseau de financement fondé sur le prélèvement de la zakat (aumône légale), à l'intérieur comme à l'extérieur (diasporas arabes et Etats du Golfe), le Hamas assure, à lui seul, l'essentiel du soutien aux plus démunis et présente, de ce fait, une alternative à l'infrastructure socio-politique de l'OLP [23].

Mobilisant ses adeptes autour du principe de la lutte armée en vue de libérer toute la Palestine (considérée comme un waqf, c'est à dire une propriété religieuse inaliénable), incarnant la résistance culturelle contre l'occupation, et développant également une doctrine sociale, le Hamas acquiert une audience le situant immédiatement après le Fatah [24].

Du fait de sa congruence avec les aspirations de la majorité du corps social, le mouvement islamiste parvient graduellement à imposer sa " problématique légitime " à l'ensemble du champ politique palestinien en " prolongeant (la lutte nationaliste) sur le terrain culturel et en (la) relançant sur le terrain politique " [25].

La contestation de l'ordre social né de la situation coloniale et de la nouvelle stratification sociale renforce les effets de l'idéologie conservatrice du sumûd (" tenir bon ", résistance passive caractérisée par diverses stratégies de survie), qui conduit, depuis les années soixante-dix, à la glorification des formes traditionnelles de sociabilité en tant qu'élément de résistance culturelle et politique au colonialisme (" canonisation " des vertus familiales et rurales traditionnelles). En l'absence d'un Etat palestinien, la structure familiale et clanique ainsi que la religion constituent les lieux des médiations sociales. Elles permettent de résister à l'individualisation et de garantir la survie de la communauté.

Aussi bien constate-t-on une forte convergence entre l'idéologie populaire implicite et le populisme islamiste [26]. Conférant un sens nouveau au conflit israélo-palestinien (saisi comme un conflit civilisationnel entre le monde islamique et le monde occidental, dont l'Etat juif serait le " cheval de Troie "), ce dernier apparaît désormais comme le stade suprême de la résistance à la dépossession de l'identité nationale.

Cette centralité de l'islam, saisi en tant qu'élément clé de l'affirmation de la souveraineté nationale palestinienne, contraint du même coup le Fatah à réemprunter de plus en plus ses références au répertoire religieux.

Le Hamas est, au total, parvenu à agréger des acteurs, des tendances politiques, et des significations aux mobiles variés et parfois contradictoires. Dépourvu d'un programme aux contours arrêtés, le mouvement est, du fait de l'inextricable enchevêtrement des raisons de son succès, condamné à un perpétuel flottement stratégique, et écartelé entre son radicalisme idéologique et son pragmatisme politique.

Conçu à l'origine comme le bras actif des Frères Musulmans, le Hamas est, à la faveur de l'Intifada, parvenu à constituer, pour la première fois dans l'histoire de la lutte de libération nationale, une force capable de concurrencer la tendance nationaliste jusqu'alors hégémonique. Aussi bien, durant les années du soulèvement, le mouvement islamiste

ne participe-t-il pas au Commandement National Unifié du Soulèvement (contrôlé par l'OLP et composé du Fatah, du FPLP, du FDLP et des communistes), et publie-t-il ses propres communiqués [27] et mots d'ordre de grève. L'heure de la lutte pour la prééminence (l'OLP accusant le Hamas de semer la désunion dans le camp palestinien, tandis que le Hamas accuse l'OLP de n'être pas représentative du peuple palestinien) a donc sonné, aboutissant à des affrontements physiques, notamment dans la bande de Gaza en juillet 1992 (à l'occasion d'élections locales) et en novembre 1994.

Le sort du Hamas semble à ce point lié à celui de l'Intifada que ses leaders doivent, depuis la signature des accords d'Oslo, consentir à un considérable effort d'adaptation et de pragmatisme remettant en cause ses équilibres internes. Il n'en reste pas moins que la profondeur de l'enracinement du mouvement dans la structure sociale palestinienne en fait une force appelée à se pérenniser [28], quitte à ce que ce soit sous des formes éclatées.

La difficile reconversion : entre radicalisation et pragmatisme politique

L'unité du Hamas, construction hétéroclite aux équilibres précaires et aux motivations paradoxales, ne résiste guère à la disparition du principe fédérateur du mouvement : la lutte contre l'occupant. Libérant l'expression des contradictions internes de l'organisation, la signature des accords d'Oslo et le retour de Yasser Arafat remettent en cause les objectifs que s'était assigné le mouvement (libération de toute la Palestine et établissement d'un Etat islamique) en même temps qu'ils lui contestent désormais le droit de recourir à la violence politique qu'il mettait jusqu'alors en oeuvre pour les atteindre.

Cependant, misant sur l'échec du processus de paix et sur l'effondrement consécutif de la popularité d'Arafat, le Hamas, grisé par l'illusion de puissance des années de l'Intifada, tarde, au lendemain de la signature des accords, à s'adapter aux réalités politiques nouvelles et se figure pouvoir s'imposer séance tenante à la tête du mouvement national.

C'est sans compter avec l'enthousiasme et la ferveur que continue à susciter Arafat, et avec la force des réseaux sécuritaires et clientélistes dont le vieux leader, à la tête de l'unique formation susceptible de s'ériger en substitut d'Etat reconnu sur la scène internationale, est encore seul à disposer. Pour s'assurer un certain contrôle sur les nouvelles institutions palestiniennes, les dirigeants politiques du Hamas se doivent d'assurer la reconversion d'un mouvement social

protestataire dont la popularité s'est largement forgée dans la lutte armée.

La lutte pour le contrôle des institutions palestiniennes

Déterminé à se faire le champion du nationalisme et de la lutte contre l'occupant, mais également soucieux de n'être pas écarté des combinaisons et dispositifs à venir, le Hamas manifeste d'emblée son hostilité au processus de paix.

Ambitionnant de s'imposer comme chef de file du mouvement national palestinien au détriment de la Centrale de Yasser Arafat, le Hamas se déclare prêt, à l'occasion du Conseil National Palestinien (CNP) d'août 1991, à rejoindre les rangs de l'OLP, à condition que soit dénoncée la résolution 242 du Conseil de Sécurité de l'ONU (qui implique la reconnaissance de l'Etat d'Israël), que soient abrogées les résolutions votées par le CNP de 1988 et que 40 % des sièges du même CNP soient attribués à ses représentants.

Les négociations de paix patronnées par les Etats-Unis accusent encore davantage le différend entre les deux organisations. Aussi bien, et afin de faire pièce à une OLP décrite par la littérature islamiste comme " inféodée à l'impérialo-sionisme ", le Hamas intègre-t-il, à la veille de la conférence de Madrid d'octobre 1991, le " front du refus " (devenu " Alliance des Forces Palestiniennes ") composé de neuf autres formations opposées aux " pourparlers de paix " (dont le Djihad Islamique, les formations marxistes du FPLP et du FDLP).

Au nom du principe de l'illégitimité d'une paix conclue avec Israël, le Hamas, qui jouit alors d'une considérable popularité, intensifie d'autant plus ses appels au djihad et ses opérations militaires contre des soldats ou des colons israéliens, que les pourparlers de paix ont tendance à s'enliser. C'est dans ce contexte qu'intervient, en décembre 1992, l'affaire de l'enlèvement puis de l'assassinat de l'officier de police israélien Nissim Tolédano, et du bannissement consécutif de quelque quatre cent quinze militants du Hamas et du Djihad au Sud-Liban.

Se refusant à agréer les accords d'Oslo signés par Yasser Arafat et Itzhak Rabin en septembre 1993 qui prévoient de n'aborder les questions du droit au retour des réfugiés palestiniens expulsés depuis 1948 (pourtant prévu par la résolution 181 des Nations Unies), du statut de Jérusalem et des implantations de colonies juives dans les territoires occupés, qu'au terme des trois premières années de la

période intérimaire de cinq ans (échéance prévue pour les discussions sur le " statut final "), le Hamas continue de dénier à l'OLP la qualité de " seul représentant légitime du peuple palestinien ".

Cependant, l'absence de cohérence idéologique d'un " front du refus " purement tactique, et incapable, de ce fait, de constituer une quelconque alternative [29] à une OLP jouissant d'une légitimité à la fois nationale et internationale, et la nécessité de prendre en compte une dynamique politique à laquelle adhère la majorité des Palestiniens, contraignent peu à peu le Hamas à évoluer vers des formes " d'opposition loyale " au pouvoir issu des négociations de paix. Conscient, en effet, que, s'il veut conserver sa position de principal compétiteur de la nouvelle Autorité Nationale Palestinienne, et bénéficier des retombées d'un éventuel échec du processus de paix, il doit s'employer à la conquête pacifique des nouvelles institutions politiques, le commandement politique du Hamas se résout à s'engager dans un processus de participation aux élections. Aussi bien, le cheikh Ahmed Yassine lui-même, s'exprimant dans une série de lettres, diffusées en novembre 1993 à partir de sa cellule [30], invite-t-il le Hamas à participer aux élections législatives afin d'être en mesure de " s'opposer (à l'OLP) de l'intérieur de l'institution législative ", et de combattre l'accord israélo-palestinien " par tous les moyens civilisés possibles " [31]. Mais la décision de participer à des élections qui auraient pour effet d'entériner le processus de paix et de légitimer la représentation politique palestinienne qui en est issue ne va pas sans provoquer de graves désaccords au sein de l'organisation islamiste. Sous la pression de l'opinion publique palestinienne, et afin d'atténuer le paradoxe entre leur volonté de participation politique et leur refus de reconnaître l'ordre politique issu d'Oslo, les dirigeants du Hamas sont acculés à repenser leur stratégie et reformuler leurs objectifs.

Retour à la " vie civile "

De retour à Gaza en juillet 1994, Yasser Arafat est autant en butte à la concurrence des leaders militaires (organisation des " faucons " du Fatah) et politiques intérieurs de l'Intifada quelque peu affranchis de la tutelle de la centrale exilée à Tunis, qu'à celle du Hamas.

Aussi est-ce à la fois sur les clans de Gaza, sur les nouvelles classes venant de l'extérieur, sur des membres cooptés du Fatah et sur certaines grandes familles - qui souffrirent d'une perte de prestige et furent marginalisées durant le soulèvement et dont son retour va

sonner l'heure de la revanche [32] -, que le " vieux " s'appuie pour asseoir son contrôle sur les territoires nouvellement autonomes.

Fort de leur soutien, le chef de l'Autorité Palestinienne s'emploie, dès son arrivée, à étouffer toute velléité d'opposition interne en combinant la répression et la cooptation dans les institutions politiques et administratives (Conseil législatif ou gouvernement) ou dans les forces de police.

Yasser Arafat dispose en effet d'un appareil policier composé d'une quarantaine de milliers d'hommes, organisés en huit entités, dont la sécurité préventive est la plus redoutée. L'administration, et singulièrement la police, étant la seule sphère d'activité pourvoyeuse d'emplois (notamment à Gaza, où, le taux de chômage oscille entre 50 % et 80 %), l'Autorité Nationale n'a aucun mal à coopter d'anciens chefs de quartiers. Elle leur confie des tâches de maintien de l'ordre qui les conduisent à pourchasser, souvent avec brutalité, ceux-là mêmes aux côtés desquels ils combattaient auparavant, et qui les maintiennent à distance de tout activisme politique.

Suivant un subtil dosage assurant un relatif équilibre entre les anciens militants de l'extérieur (à qui sont conférés les postes de prestige) et les nouveaux promus de l'intérieur (à qui est confiée la gestion de la sécurité sur le terrain), l'Autorité Nationale Palestinienne est parvenue à imposer à Gaza un verrouillage auquel le Hamas n'est pas - ou pas encore - apte à se mesurer. Sous la double pression des Israéliens et des Américains, qui accusent l'Autorité Palestinienne de " mollesse " vis-à-vis des " terroristes " et le pressent de détruire l'infrastructure militaire du Hamas et d'établir ainsi qu'il contrôle bel et bien les territoires qu'il administre depuis juillet 1994, Yasser Arafat se montre déterminé à contraindre son opposition islamiste à abandonner la lutte armée.

Les événements du 18 novembre 1994 prennent à cet égard valeur d'avertissement. Rassemblés autour de la mosquée Palestine de Gaza, dont les hauts-parleurs viennent de diffuser un prêche incendiaire à l'endroit d'une Autorité Palestinienne accusée de se faire complice des Israéliens en réprimant la mouvance islamiste, les fidèles décident, ce jour-là, de s'acheminer vers le domicile d'un jeune " martyr " mort quelques jours auparavant en se faisant " sauter " sur un poste militaire israélien. Surpris par une volée de pierres, les policiers palestiniens ouvrent le feu. On relève treize morts et deux cents blessés parmi les manifestants. Demeuré dans les mémoires comme un véritable tournant de la nouvelle vie politique palestinienne, ce "

vendredi noir " conduit les dirigeants politiques du Hamas à prendre conscience qu'ils ont autant, sinon davantage, à craindre de Yasser Arafat qu'ils n'avaient auparavant à craindre des Israéliens.

" Ils n'ont pas réalisé qu'il y avait du changement. Le Hamas croyait pouvoir s'opposer au processus, à Israël, à l'Autorité, aux Etats-Unis ! ... L'Intifada nous a donné l'illusion du pouvoir. Nous avons tué beaucoup de soldats. Les soldats israéliens nous craignaient. Nous avons vécu sur ce rêve " [33].

Les répressions successives menées par les services de sécurité palestiniens suite aux vagues d'attentats-suicides commis par des éléments de la branche armée du Hamas et par le Djihad Islamique durant l'automne 1994 et le printemps 1996 en sont la parfaite illustration. Tandis que les principaux leaders militaires et politiques du parti sont mis aux arrêts et que l'Autorité réquisitionne les mosquées qu'ils contrôlaient jusqu'alors, les associations affiliées au mouvement voient la plupart de leurs activités gelées. Privé de toute capacité d'intervention dans le champ social et politique, amputé d'une partie de ses militants, et éprouvant de plus en plus de difficultés à percevoir des fonds en provenance de l'extérieur, le Hamas, à partir du redéploiement de l'armée israélienne en octobre 1995, voit sa cote de popularité s'affaïsser.

Suspendant officiellement ses pourparlers avec l'opposition islamiste, Yasser Arafat accuse alors le Hamas d'être, au mieux, le simple exécutant des basses oeuvres de l'Iran, au pire l'allié objectif du Likoud. La bataille se joue à nouveau sur le terrain du patriotisme. Dans un communiqué publié le 25 mars 1996, le Hamas se défend d'être " dirigé par des forces extérieures " et déplore que " les leaders sionistes soient devenus plus que des amis dans l'esprit de certains vétérans de la lutte pour la liberté " [34] .

Cependant, abattant la seule carte dont il dispose pour préserver son infrastructure, le commandement politique du Hamas se voit acculé à reconnaître l'autorité politique de Yasser Arafat et à négocier une trêve des attentats.

" Le Hamas et l'Autorité Palestinienne devraient coexister car il n'y a qu'un ennemi : Israël. Nous n'acceptons pas Oslo, mais devons y résister de façon pacifique. Nous devons instaurer une société civile, soutenir l'Autorité contre Israël, mais rester vigilants sur les négociations concernant Jérusalem, les réfugiés et les colonies. Certes non-officiellement, mais le Hamas a décidé d'arrêter la lutte armée et

de donner une chance à Arafat en attendant de voir s'il réussit ou non. Mais le Hamas n'est pas prêt à arrêter la lutte pour toujours, parce que l'occupation continue " [35].

En réponse à l'appel lancé par Arafat à l'adresse des leaders du Hamas en exil pour les presser de renoncer à toute attaque armée contre Israël, les brigades Azzeddine el-Qassem publient, au lendemain des opérations -suicides du printemps 1996, un communiqué annonçant leur intention de rendre leurs armes et leurs explosifs à l'Autorité Palestinienne : " Nous avons décidé de stopper, à compter d'aujourd'hui, toutes nos activités militaires (...) afin de répondre aux aspirations de notre peuple et de participer à la construction de notre pays " [36].

[Lire la suite](#)

[1] On retrouve les premières traces de l'Organisation durant la révolte palestinienne de 1936-1939. Mais il faut attendre 1946, avant l'ouverture de la première représentation officielle des Frères Musulmans. Malgré leur interdiction à Gaza entre 1949 et 1952, puis de nouveau en 1954 par le gouvernement égyptien, l'organisation est, dans les années cinquante, la première force politique de la bande de Gaza, qui en 1956, appelle à la lutte armée en réponse à l'invasion du canal de Suez. Hisham H. Ahmad, *From Religious Salvation to Political Transformation : The Rise of Hamas in Palestinian Society*, PASSIA, p. 15.

[2] Enseignant né en 1936, originaire d'une famille de propriétaires terriens réfugiés à Gaza en 1948, le cheikh Ahmed Yassine est, depuis 1978, leader de l'association islamique de Gaza El Mujamma' El Islami (le Rassemblement islamique). Arrêté en 1984, sa libération, au mois de mai 1985, à la faveur d'un échange de prisonniers entre Israël et le FPLP/CG, sonne, pour une partie de la nouvelle génération, l'heure de la participation active à la lutte de libération nationale.

[3] A ce sujet, voir Jean-François Legrain, " Mobilisation islamiste et soulèvement palestinien (1987-1988) " in Gilles Kepel, Yann Richard (dir), *Intellectuels et militants de l'islam contemporain*, Paris, Le Seuil, 1990, p. 131-160.

[4] Jean-François Legrain, " The Islamic Movement and the Intifada " in Jamal Nassar and Roger Heacock, Intifada : Palestine at the Crossroads, Praeger, New York, 1990, p. 175-188.

[5] Embrassement qui couvait de longue date, en raison des conditions de plus en plus sévères de l'occupation israélienne, et que la mort de quatre ouvriers palestiniens à l'occasion d'un accident de la route impliquant un camion israélien, a suffi à déclencher.

[6] Cités par Ziad Abu Amr, Islamic fundamentalism in the West Bank and Gaza : Muslim Brotherhood and Islamic Djihad, Indiana University Press, 1994.

[7] Article 12 de la charte du Hamas.

[8] Article 7 de la charte du Hamas.

[9] Pour une étude approfondie des communiqués du Hamas durant l'Intifada, voir Jean-François Legrain, Les voix de l'Intifada, CEDEJ/CNRS.

[10] Formule attribuée à Cheikh Yassine et citée par Marlène Nasr, " La rhétorique du refus islamiste de l'accord Gaza-Ariha (Oslo) " in Mots, n° 50, mars 1997, p. 41-68.

[11] Salim Tamari, " Dynamiques sociales et idéologies de résistance en Cisjordanie " in Camille Mansour, Les Palestiniens de l'Intérieur, Les livres de la revue d'Etudes Palestinienne, Washington, 1989, p. 175-190.

[12] En particulier de la bande de Gaza, territoire le plus durement touché par la déstructuration sociale du fait de l'afflux massif de réfugiés en 1948. La bande de Gaza (373 km²) compte aujourd'hui quelque 934 000 habitants dont environ 500 000 réfugiés (70 % de la population est enregistrée comme réfugiée auprès de l'UNRWA), ce qui porte la densité à 2 350 habitants au km², , tandis que la Cisjordanie compte 1,3 million de Palestiniens. Sources : L'Etat du Monde, 1997, La Découverte.

[13] Jamal Nassar, " L'expression politique des Palestiniens dans les territoires occupés", op. cit.

[14] United Nations Relief and Works Agency (Agence des Nations-Unies en charge des Réfugiés).

[15] Il est aujourd'hui titulaire d'un master en science politique acquis auprès d'une université américaine. Enregistré sur les " listes noires " israéliennes, il n'a, pas davantage que la majorité de ses concitoyens de la bande de Gaza, pu se rendre en Cisjordanie depuis dix ans.

[16] Entretien à Gaza le 23 septembre 1996.

[17] Date à laquelle, réalisant (à la suite de l'enlèvement et de l'assassinat de deux soldats israéliens Avi Saportas et Ilan Sa'don en avril 1989) le danger d'avoir trop longtemps joué aux " apprentis-sorciers ", elles procèdent à l'arrestation du cheikh Yassine, puis à la proclamation de l'illégalité du mouvement (décembre 1989). Sur ce sujet, voir Jean-François Legrain, " Islamistes et lutte nationale palestinienne dans les territoires occupés par Israël " in *Revue Française de Science Politique*, 36 (2), avril 1986, p. 227-247.

[18] Son soutien à Saddam Hussein durant la guerre du Golfe prive l'OLP de l'appui de ses donateurs arabes traditionnels. Sous la pression des Etats-Unis, elle doit s'engager dans des négociations désavantageuses avec Israël. Le Hamas, se tenant à égale distance de l'Irak et du Koweït durant les premiers mois de la crise, défend, quant à lui, et ce jusqu'au déclenchement de la guerre, le droit du Koweït à l'autodétermination tout en réclamant vigoureusement le retrait des forces américaines de la région. L'offensive armée des puissances occidentales conduit ensuite le Hamas à apporter son soutien à l'Irak, conformément aux vœux d'une population palestinienne radicalisée par la dégradation des conditions de l'occupation israélienne. Le mouvement islamique prend garde cependant à ne pas se priver de ses financements en provenance du Golfe et reporte la demande de radicalisation de sa base sur la scène palestinienne en revendiquant les agressions anti-israéliennes perpétrées durant la " guerre des couteaux ". A cet égard, voir Jean-François Legrain, " Les Palestiniens de l'intérieur dans la crise du Golfe (août-décembre 1990) " in *Annuaire de l'Afrique du Nord*, tome XXXI, 1992, CNRS Editions, p. 223-240.

[19] Article 13 de la charte du Hamas.

[20] Décidée par Itzhak Rabin, à la suite de l'enlèvement puis de l'assassinat de l'officier de police israélien Nissim Tolédano le 12 décembre, dans la ville de Lod.

[21] Slogan réputé avoir été celui d'Azzeddine El-Qassem durant sa résistance contre le colonialisme britannique et le sionisme en 1935.

[22] Du nom d'un des premiers leaders de la résistance armée palestinienne du début des années trente. De nationalité syrienne, Azzeddine El-Qassem résista d'abord à l'occupation française en Syrie, avant de se réfugier à Haïfa, et d'appeler au djihad contre le colonialisme britannique et l'installation sioniste en Palestine. Il fut tué à Jénine par les Britanniques en novembre 1935. L'évocation de l'un des premiers " martyrs " palestiniens offre au Hamas l'avantage de se revendiquer d'une " chaîne du djihad " continue entre la " première Intifada " et celle de 1987-1993.

[23] A un moment où sa crise financière ne permet plus à la centrale d'entretenir ses clientèles comme par le passé.

[24] La charte du Hamas, publiée le 18 août 1988, se trouve en annexe du livre de Hisham H. Ahmad, *From Religious Salvation to Political Transformation : The Rise of Hamas in Palestinian Society*, op. cit., elle est publiée en français dans Jean-François Legrain, *Les voix de l'Intifada*, CEDEJ/CNRS.

[25] François Burgat, *L'islamisme en face*, Paris, La Découverte, p. 113-194.

[26] Salim Tamari, " Dynamiques sociales et idéologies de résistance en Cisjordanie ", op. cit.

[27] Tout du moins jusqu'à la déportation de ses quatre cent quinze militants au Sud-Liban en décembre 1992, date de la publication du premier communiqué commun aux deux organisations.

[28] Comme le révèle la victoire, en 1994, des candidats du Hamas, au détriment de ceux du Fatah, aux élections étudiantes de l'université de Bir Zeit (victoire facilitée par une alliance entre le Hamas et le FPLP) ; à l'université islamique de Gaza (où, en décembre 1994, étant donné le boycott du Fatah, le Hamas a remporté 91,48 % des voix) ; au collège technique de Ramallah et à l'Association des médecins de Jénine ; à nouveau, aux élections étudiantes de Bir Zeit de mai 1996, où, pour la première fois, le "bloc islamique" a obtenu seul la majorité des voix et remporté 23 sièges sur 51 à pourvoir ; puis à Gaza où, en 1997, le Hamas a remporté 8 des 11 sièges à pourvoir aux élections du syndicat des ingénieurs.

[29] Le " front du refus " se désintègre à la suite de la rencontre, fin février 1997, entre Yasser Arafat et l'ensemble des formations politiques palestiniennes (Hamas, FPLP et FDLP compris), et l'annonce

consécutive du retrait du FPLP et du FDLP du " comité des dix " et de leur ralliement au processus de paix.

[30] Lettres publiées par le magazine El-Wasat du 6 novembre 1993.

[31] Cité par Wendy Kristiansen-Levitt, " Hamas se prépare à la nouvelle donne ", Le Monde Diplomatique, février 1994.

[32] Notamment du fait de leurs inclinations pro-jordanienes et de leur attentisme politique.

[33] Entretien avec Ghazi Hamad à Gaza le 23 septembre 1996.

[34] Cité par le bulletin du Jerusalem Media and Communication Center (JMCC) Press Service du 25 mars 1996.

[35] Entretien avec Ghazi Hamad à Gaza le 23 septembre 1996.

[36] Par trois fois, en décembre 1993 et mars 1996, une branche des Commandos Qassem adresse à Israël une offre de cessez-le-feu assortie d'un ultimatum. Le communiqué de décembre 1993, publié avant que le Hamas ne commette le moindre attentat-suicide, soumettait cette " offre " à la condition que les soldats israéliens cessent d'utiliser leurs armes contre des civils palestiniens dans les territoires de Cisjordanie et de Gaza ; que les colons soient désarmés et qu'ils soient évacués de Gaza (sous trois mois) et de Cisjordanie (sous un an) ; que les unités spéciales cessent leurs activités dans les territoires occupés et que les prisonniers palestiniens soient élargis. Le communiqué réitérant l'offre d'un cessez-le-feu, daté du 1er mars 1996, soumet cette offre à la condition que cesse le " terrorisme sioniste contre le Hamas et les commandos Qassem " ; que cessent les " agressions contre les civils palestiniens dans les territoires occupés " ; et que soient relâchés les prisonniers du Hamas au premier rang desquels le cheikh Ahmad Yassine. Le 5 mars suivant, la branche armée du Hamas renouvelle son offre d'un " cessez-le-feu limité " afin de "mettre un terme à l'insécurité et à l'instabilité dans la région". Ces déclarations sont citées par le bulletin du JMCC Press Service du 1er mars 1996.

Islamisme et violence : le cas de la Palestine (Partie 2)

L'acceptation du " fait accompli " d'Oslo

D'avantage conscients de l'état du rapport de forces à la fois national (commandé en partie par l'aspiration à la paix de la majorité d'une population palestinienne exténuée par sept ans de guerre) et international [1], les leaders politiques du Hamas, admettent, certes tardivement, le caractère irréversible des accords d'Oslo.

C'est leur cheminement que résume le cheikh Sayyed Abou Mousammeh, leader du Hamas entre 1989 et 1991, et partisan d'un compromis avec l'Autorité Palestinienne : " Nous avons réalisé le changement sur la scène internationale. La défaite de l'Est et la guerre du Golfe ont abouti à un nouvel ordre international où les Etats-Unis sont devenus la première puissance. Israël, les Etats-Unis, l'Occident, étaient les vainqueurs. Les régimes arabes étaient les perdants. Il fallait traduire cela dans la réalité. Nous avons considéré la conférence de Madrid comme imposant les vues des vainqueurs contre nous. Cela leur permettait de tout imposer. Nous croyons au dialogue, mais nous ne croyons pas à la manière consistant à imposer ses volontés aux autres. Le dialogue doit être construit sur le droit et non sur la force. En prison, nous avons compris que la conférence avait deux objectifs : semer des divisions supplémentaires dans le monde arabe (c'était une sorte de Sykes-Picot numéro deux) afin de s'assurer un contrôle sur le commerce (notamment du pétrole) ; et mettre un terme au problème palestinien afin de permettre à Israël de pénétrer dans le coeur du monde arabe et islamique et de contrôler la région de concert avec les Etats-Unis " [2].

Aussi bien, à la question de savoir si le Hamas devait saboter cet accord ou s'en accommoder, le responsable islamiste rétorque-t-il : " Cet accord était autodestructible. Nous n'avons même pas à le détruire. Il se détruirait de lui-même. Il ne comportait aucun élément de succès. Il ne remplissait ni les besoins ni les rêves minima des Palestiniens. Ce projet dévoile la vraie face d'Israël. C'est pourquoi, nous avons décidé de laisser les faits parler. Les Palestiniens, les opinions arabes et les Occidentaux découvriront leur erreur par eux-mêmes ".

Dans ces conditions, la vague d'attentats de l'après-Oslo et, par dessus-tout, la campagne de violence du printemps 1996 ne pouvaient

que gêner considérablement les partisans d'un accord avec Yasser Arafat : " En tant que mouvement national de résistance, les objectifs du Hamas sont de lutter contre l'occupation. Nous sommes contre les assassinats de civils, mais c'était une réaction aux massacres des Palestiniens. Pour autant, nous ne sommes pas intéressés par l'idée d'avoir des conflits avec ceux qui ont soutenu Oslo. Le Hamas est un mouvement pragmatique qui procède en fonction des réalités présentes. Jusqu'à ma libération, j'ai rappelé que nous étions contre la guerre civile. Personne ne peut imposer son opinion par la force. Et le dialogue est la principale forme de compréhension. Nous croyons à l'option démocratique. Nous avons donc évité tout affrontement avec l'Autorité Palestinienne " .

Ce n'est finalement qu'en avril 1994 que l'organisation clarifie quelque peu ses positions et déclare n'être pas opposée au principe de la paix. Adoptant une position politique dictée par le pragmatisme, la direction politique du Hamas envisage un cessez-le-feu à condition qu'Israël se retire totalement des territoires occupés, que les colonies juives soient démantelées, que les colons soient désarmés, et qu'une force internationale veille au respect des frontières de l'entité palestinienne. Elle réclame en outre que des élections générales libres soient organisées afin de " déterminer la vraie représentation du peuple palestinien " et de permettre aux nouveaux élus de participer à toutes les négociations impliquant l'avenir des territoires occupés.

Dès mars 1993, le porte-parole du Hamas en Jordanie déclarait d'ailleurs que son parti, sans pour autant reconnaître l'Etat d'Israël, acceptait le principe de l'établissement d'un Etat palestinien sur une partie de la Palestine en tant que première étape vers la libération totale des territoires occupés.

Le 13 mars 1996, le Hamas publie un mémorandum à l'adresse des chefs d'Etat présents au " sommet anti-terroriste " de Charm El-Cheikh. Animée par le souci de rompre son isolement international, l'organisation islamiste se présente comme un " mouvement de résistance politique " s'efforçant de lutter contre l'occupation au moyen de l'action politique (" le Hamas est considéré - " conformément à la législation internationale " - comme partie prenante du mouvement de libération nationale du peuple palestinien en lutte pour conquérir ses droits internationaux légitimes "), et de l'action militaire (" le Hamas croit en l'action politique comme dans la lutte armée, dans la mesure où chacun à un rôle à jouer dans la conquête de ces droits "). Mais, le parti prend, à cette occasion, la précaution d'établir une distinction entre les opérations militaires " défensives " et " légitimes " des

Brigades Azzeddine El-Qassem (dont l'origine réside dans la poursuite de l'occupation malgré les résolutions de l'ONU) [3], et les actions ayant pour cibles des civils, et " contrevenant (par conséquent) à la ligne de conduite du Hamas ". Aussi bien le mouvement islamiste appelle-t-il les chefs d'Etat réunis aux bords de la mer rouge à " réclamer le retrait des forces israéliennes d'occupation " et se déclare-t-il prêt à accueillir toute initiative de médiation israélo-palestinienne, tout en stipulant : " Nous croyons au dialogue, mais nous pensons qu'il est de notre droit de résister à l'occupation militaire, à la terreur israélienne et aux agressions contre notre peuple. Nous ne permettons pas à nos cadres militaires de viser les civils et affirmons prendre soin d'éviter que ceux-ci soient blessés durant les attaques contre des objectifs militaires " [4].

La direction politique du Hamas reconnaît donc indirectement le " fait accompli d'Oslo " : " Collectivement, le Hamas est opposé à l'accord d'Oslo. Mais c'est difficile. Ce n'est pas une initiative de l'OLP, mais le fruit d'une conspiration internationale destinée à stopper l'Intifada et minimiser la force du Hamas. Après le retour d'Arafat, la plupart des gens étaient heureux. Ils croyaient que leurs problèmes étaient réglés et qu'ils étaient sur la voie de l'indépendance. Trois ans après, si vous allez dans la rue, vous verrez que c'est différent. Après sept ans d'Intifada, ils auraient fait n'importe quoi pour en sortir, pour ne plus être sous occupation des juifs. Nous étions épuisés par ces sept ans. Les gens voulaient se reposer. Ils ont bien accueilli la venue d'Arafat " [5].

Ayant atteint le sommet de leur influence à la veille de la signature des accords d'Oslo, les leaders politiques du Hamas n'ont pu enrayer la baisse d'audience de leur parti, faute d'avoir pu s'imposer comme partie prenante du processus. En dépit de l'appel au boycott lancé par le Hamas, le succès remporté par Yasser Arafat à l'élection présidentielle et celui des candidats de l'Autorité aux élections législatives du 20 janvier 1996, ont accru la marginalisation politique du mouvement islamiste.

Le caractère populiste d'un mouvement agrégeant de manière nécessairement radicale des registres aussi différents que la lutte de libération nationale, la volonté de participation des catégories dominées et l'exigence d'un retour aux sources de l'islam aura sans doute été le principal obstacle à l'adaptation du Hamas au nouvel ordre issu d'Oslo.

" Le Hamas a fait des erreurs. Mais il ne faut pas oublier que le Hamas est un groupe religieux. Les groupes religieux ne sont pas flexibles. Ils suivent leurs slogans. C'est difficile pour eux d'abandonner ces slogans et de s'adapter aux changements politiques rapides. Le Hamas n'a pas réussi à comprendre la situation (...) Il n'a pas réussi à clarifier sa vision et ses objectifs. Le Hamas aurait dû changer de stratégie et opérer une distinction entre les deux camps, à savoir entre les Israéliens et les Palestiniens " [6].

Aussi bien, plutôt que d'être en mesure d'agiter la menace d'un recours à la violence en dernier ressort et de peser ainsi sur les négociations, la direction politique du mouvement islamiste s'est-elle faite débordée par un flanc radical dont elle court le risque de devoir un jour confesser qu'elle est incapable de le maîtriser. Désormais, traversé par deux courants antagoniques, l'un prenant acte du déclin et de la perte d'influence du mouvement social, soucieux d'intégrer le champ politique et favorable à l'institutionnalisation du parti, l'autre ne pouvant se résoudre à ce déclin, partisan d'une ligne intransigeante conforme aux engagements originels de l'organisation ; le Hamas est menacé de perdre une partie de sa capacité d'attraction et est mis au défi d'explorer de nouvelles modalités d'intervention politique et sociale.

L'épreuve de l'institutionnalisation : entre mouvement social et mouvement politique

Tirant sa richesse de la multiplicité de ses dimensions du temps, où la fusion entre appel à l'identité et revendications égalitaires était encore possible, le mouvement islamiste palestinien ressemble désormais à une mosaïque dont il est de plus en plus difficile de déterminer le principe de cohésion, et n'entretient l'illusion de son unité qu'au prix d'un discours extrêmement ambigu quant au recours à la violence.

Toutefois si des divergences, ayant trait à l'opportunité ou non de poursuivre la lutte armée contre Israël persistent à opposer les diverses expressions du mouvement, ces dernières semblent néanmoins parvenues à un (relatif) consensus stratégique quant à la nécessité, pour préserver l'existence de l'organisation, d'éviter tout affrontement avec l'Autorité Nationale Palestinienne.

Mais comment abandonner formellement la lutte armée sans prendre le risque de se priver de l'un des éléments constitutifs de la légitimité du mouvement ? Comment négocier ouvertement avec l'Autorité Palestinienne issue des accords d'Oslo sans se désavouer ? Et

comment renoncer publiquement à toute action violente, alors qu'une telle décision exposerait le Hamas à des contradictions susceptibles de se révéler lourdes de conséquences pour son unité interne ?

Intégrer le champ politique national, ce qui implique l'acceptation d'un certain nombre de compromis, tout en maintenant un certain degré de mobilisation, ce qui suppose la tenue d'un discours contestataire radical, tel est le double objectif que se sont finalement assignés les dirigeants politiques du Hamas.

Les enjeux de la démilitarisation

Les dirigeants du Hamas sont plus que jamais habités par le souci de prévenir tout affrontement inter-palestinien. Une guerre civile, étant donné le souci manifesté par la société palestinienne de maintenir un minimum de cohésion nationale face à l'occupant, ne pourrait en effet que se révéler funeste pour leur organisation.

" Ce qui se passe en Algérie est de la responsabilité du FIS. Si ça avait été nous, nous aurions été patients et nous aurions choisi la voie démocratique. C'est pourquoi nous condamnons la violence qui a cours en Algérie et en Egypte. L'Occident ne veut pas la démocratie et empêche qu'elle s'installe dans d'autres pays. Nous ne croyons pas à la lutte avec l'Autorité Palestinienne. Même à l'échelle du monde arabe, ce n'est pas bien de lutter contre l'Autorité en place. Notre lutte sera toujours en faveur d'une démocratie réelle et non de surface. Nous pensons que l'expérience turque est une grande réussite " [7].

Partagé entre le souci d'assurer la sauvegarde de son infrastructure et celui de continuer à mobiliser sa base, le Hamas, depuis la vague d'attentats du printemps 1996, a vu sa marge de manoeuvre considérablement se réduire. Aussi bien, se gardant à la fois de saboter et de cautionner le processus de paix, la direction politique du Hamas tâche-t-elle d'adopter une stratégie consistant à intégrer le champ politique, dans l'hypothèse d'un succès de l'autonomie, tout en se tenant prête à se retirer sans dégât, dans l'éventualité de son échec.

" Le djihad est une partie de l'idéologie politique du Hamas. Hamas pense que le djihad n'arrêtera jamais car la Palestine est occupée. Mais nous devons être plus tactiques et arrêter le djihad pendant un temps. Nous devons tenir compte des circonstances nouvelles, accepter les nouveaux changements sans renier nos principes " [8].

Mais l'adoption de cette ligne politique a pour effet d'amplifier les dissensions internes. Dépourvu d'un leadership fédérateur, a fortiori depuis l'arrestation de Musa Abou Marzouk aux Etats-Unis en juillet 1995 [9], le Hamas, plus que jamais, est traversé par plusieurs lignes de tensions, elles-mêmes susceptibles de se croiser.

Le désaccord le plus visible oppose les différentes sensibilités de l'aile politique et celles de l'aile militaire du mouvement. Prenant acte du " fait accompli d'Oslo ", encline au compromis et à la participation, la direction politique du Hamas agit suivant une rationalité fondée sur la finalité, c'est à dire conçue en fonction des conséquences que ses choix politiques sont susceptibles d'induire. A l'inverse, l'aile militaire du mouvement semblait, jusqu'à il y a peu, motiver ses options stratégiques suivant une rationalité fondée sur les valeurs, autrement dit en fonction de leur conformité à la " cause " qu'elles étaient censées défendre. A la suite des attentats de mars 1996, sommées par le docteur Mahmoud Ez-Zahar, porte-parole du Hamas à Gaza, de suspendre leurs opérations militaires au motif que la stratégie armée affaiblissait le mouvement, les brigades Azzeddine El-Qassem semblent toutefois avoir consenti, au moins temporairement [10], à geler leurs opérations militaires. Acceptant à leur tour l'idée de la relative irréversibilité du processus de paix et du danger d'être trop longtemps écartés du nouveau champ politique palestinien, les leaders de la branche armée du parti sont, eux-mêmes, enclins à conclure un accord avec l'Autorité Nationale. C'est dans cette perspective qu'il convient de comprendre la rencontre entre le chef de la sécurité préventive palestinienne et Yahia Ayache [11] peu avant la mort violente de celui-ci, tout comme l'entrevue, au lendemain de la vague d'attentats du printemps 1996, entre le même chef de la sécurité préventive et Mohammed Deif [12], successeur de Ayache à la tête de l'une des branches des brigades Azzeddine El-Qassem, accusé par les autorités israéliennes d'être responsable de l'enlèvement du soldat Wachsmann en octobre 1994 [13]. Fruit de négociations entre le Hamas, l'Autorité Palestinienne et certains responsables israéliens, une première trêve (qui prévoit que les islamistes ne se lanceront pas dans des opérations anti-israéliennes à partir des territoires autonomes [14]) est observée à partir de l'été 1995, et ce jusqu'à l'assassinat de Yahia Ayache par les Israéliens en janvier 1996.

Toutefois, l'assassinat de " l'ingénieur " met un terme à " l'armistice ". Certains militants de l'aile militaire se refusent, au surplus, à emprunter la voie du compromis. Trop jeunes pour avoir appartenu à l'Organisation des Frères Musulmans avant le déclenchement de l'Intifada, c'est exclusivement au sein de l'appareil militaire du Hamas

qu'ils ont fait leurs classes et fourbi leurs premières armes. Revendiqués par " la cellule des élèves de Yahia Ayache ", une dissidence de l'aile militaire issue des camps de réfugiés d'Hébron (ville sous occupation israélienne jusqu'en janvier 1997), les attentats-suicides du printemps 1996, font, de fait, écho à la poursuite de l'occupation israélienne [15]. Paraissant échapper à toute tutelle politique intérieure, ces groupuscules autonomes, semblent davantage sensibles aux arguments de la branche exilée à Amman [16]. Ils attestent en effet de l'hostilité des acteurs islamistes les moins intégrés au champ politique à l'égard d'une alliance entre la direction politique du Hamas et l'Autorité Palestinienne ; rapprochement qui n'aurait, de fait, d'autre conséquence que de frapper d'illégitimité toute nouvelle violence anti-israélienne.

Dans un autre ordre d'idées, de profondes dissensions opposent la direction intérieure du Hamas à sa direction extérieure. La direction politique intérieure est d'autant plus portée, au moins temporairement, à un compromis avec l'Autorité Palestinienne et à une cessation des violences, qu'elle tient compte des conséquences économiques, sociales et humaines du bouclage des territoires. A l'inverse, conscients que, dans le cas où l'aile politique du mouvement parviendrait à intégrer officiellement le champ politique palestinien, ils risqueraient de perdre définitivement leur leadership étant donné qu'ils n'ont aucune base à l'extérieur du pays, les leaders islamistes exilés à Amman, Damas, Beyrouth ou Khartoum, se montrent hostiles à tout compromis et prônent la poursuite de la lutte armée, non sans rencontrer quelque écho auprès des secteurs les plus exclus de la jeunesse. Cette ligne de fracture explique que les mots d'ordre de certains leaders de la direction extérieure (appels à des manifestations ou à des opérations-suicides) ne soient pas toujours suivis d'effet à l'intérieur des territoires palestiniens.

Un troisième clivage oppose les militants islamistes de Gaza et de Cisjordanie. La branche de Gaza, soumise à une certaine influence égyptienne (elle fut administrée par l'Egypte jusqu'en 1967), peu engagée en faveur de Saddam Hussein durant la guerre du Golfe, et durement éprouvée par les récentes campagnes de répression, est, au moins provisoirement, favorable à l'arrêt des opérations armées anti-israéliennes. A l'inverse, la branche Cisjordanienne, proche de l'Organisation des Frères Musulmans jordaniens (la Cisjordanie fut annexée par la Jordanie jusqu'en 1967, et les structures religieuses y sont contrôlées par le royaume Hachémite), mobilisée en faveur de Saddam Hussein durant la guerre du Golfe, moins directement affectée par la présence de l'Autorité Palestinienne, mais davantage éprouvée

par l'occupation israélienne, manifeste des prises de position plus radicales. En témoigne le communiqué de revendication des attentats de mars 1996 signé le 7 mars par les " Brigades Azzeddine El-Qassem, Commandement Central " situées à Jérusalem [17], alors même que des communiqués émanant de la bande de Gaza déclinaient toute responsabilité dans les attentats.

Une dernière discordance affecte la mouvance islamiste palestinienne. Notables islamistes soucieux de parvenir à un accord avec l'Autorité afin de pouvoir bénéficier des éventuelles retombées économiques de la paix, " permanents " du mouvement dont la survie politique dépend de leur capacité d'adaptation à la nouvelle donne, et jeunesse prolétarisée, socialisée dans la lutte armée et n'ayant pas encore récolté les dividendes de la paix ne sont, en effet, pas affectés dans les mêmes proportions par les récents bouleversements.

Ces déchirements expliquent pour une large part la diffusion de communiqués contradictoires (notamment à la suite de la vague d'attentats-suicides de février et mars 1996), l'usage d'un double voire triple langage (à l'usage de la base, de l'Autorité, ou des Israéliens) et autres cafouillages politiques (comme l'annonce unilatérale de la part d'une faction des Brigades El-Qassem d'un cessez-le-feu durant les fêtes de Noël 1993). Pourtant, la direction politique intérieure du Hamas s'efforce de maintenir un semblant d'homogénéité entre les diverses composantes et sensibilités du mouvement.

Aussi bien n'est-il guère surprenant que les frontières entre les différentes tendances soient pour le moins difficiles à appréhender. Ce n'est, de fait, qu'au prix d'un exercice d'équilibriste pour le moins équivoque, que la direction politique parvient à maintenir une certaine cohésion aux yeux de sa base. C'est à la convergence entre les différentes tendances, autrement dit entre les diverses significations de l'action, que le Hamas doit son caractère de mouvement de masse. Dès lors, si l'une des tendances venait à être totalement désavouée par l'autre, ce serait l'image même du mouvement qui s'en trouverait remise en cause. Aussi bien les " politiques " cultivent-ils constamment l'ambiguïté quant à leurs rapports avec l'aile militaire et ne prennent-ils leurs distances vis à vis de celle-ci, que lorsque ses campagnes d'attentats (notamment en février-mars 96) ne rencontrent plus guère de résonance populaire et menacent directement la survie politique de l'organisation : " Les commandos Qassem ont beau ne pas être nombreux, ils sont populaires, ils sont un symbole, ils ont représenté la seule dignité des Palestiniens. Les dirigeants politiques du Hamas ne peuvent les condamner. Le Hamas est fondé sur l'idée de lutte et de

djihad. Les politiques ne peuvent se dédire. Le Hamas n'était pas censé agir dans le domaine politique (...). Le destin du Hamas est entièrement lié à la résistance. C'est pourquoi les " radicaux " sont incontrôlables. Ils ont leur autonomie car ils ont leur raison d'être (...). L'assassinat de Ayache a choqué les gens du Hamas. L'aile militaire a décidé de le venger. Mais ça a été une réaction trop forte. Ils ont dépassé les limites et mis le Hamas dans une mauvaise situation. Avec la conférence de Charm El-Cheikh, on est devenu l'ennemi numéro un " [18].

Nourrissant cette ambiguïté aux fins de s'imposer comme interlocuteurs inévitables, certains leaders politiques du Hamas revendiquent un partage coordonné des rôles entre l'aile politique et l'aile militaire du parti, accréditant ainsi l'idée d'une direction politique centralisée et univoque. A l'inverse, soucieux de prémunir l'infrastructure politique de leur parti en cas de disgrâce et de répression, d'autres insistent sur l'émancipation de l'aile militaire vis à vis de l'aile politique.

Quoi qu'il en soit, c'est par la combinaison des différentes sources de leur légitimité que les islamistes préservent leur existence en tant que mouvement social, en tant qu'organisation partisane, et en tant qu'acteurs politiques majeurs. Conserver sa capacité de nuisance sans pour autant apparaître comme une hypothèque à lever, telle est la gageure que la direction politique du Hamas doit plus que jamais soutenir.

De la stratégie révolutionnaire au néo-fondamentalisme

Incapable de présenter un front uni, dépourvue de programme de gouvernement, n'inspirant guère confiance à la communauté internationale, et ayant intégré l'idée qu'elle allait perdre une partie du contrôle qu'elle exerçait sur la société durant l'Intifada, la direction du Hamas a-t-elle d'autre choix, pour tenter de reconquérir son influence, que de se reconvertir dans une stratégie du type de celle des Frères Musulmans, en opérant un retour vers la doctrine de base de l'organisation-mère et en se donnant pour priorité de s'atteler à changer la société avant d'envisager de pouvoir conquérir les institutions étatiques ?

Se faisant les hérauts du nationalisme et de la lutte contre la corruption, le parti islamiste compte à présent sur un éventuel partage des tâches avec l'Autorité Palestinienne. Tandis que l'OLP se réserverait les domaines de la gestion de l'Etat, de la police, et des

affaires étrangères, le Hamas, se fondant sur le rejet d'une partie de la population à l'égard des dirigeants " extérieurs " accusés d'avoir importé un mode de vie " occidentalisé ", s'attacherait, comme les Frères Musulmans en avaient la vocation avant l'Intifada, à étendre son influence par la réislamisation de la société et en orchestrant de sévères campagnes pour la moralisation des mœurs.

Consciente qu'il s'agit avant tout de reconstruire l'édifice, l'aile politique du mouvement observe un certain immobilisme afin d'être en mesure d'adapter sa stratégie au cours futur des événements, et, dans l'attente d'une décantation, de ne se fermer aucune option : " La guerre civile est une ligne rouge pour Hamas, qu'il ne faut dépasser à aucun prix. Mais cette politique d'autocontrôle vise un autre but : donner le temps aux contradictions internes du pouvoir palestinien de se développer. Et cela ne peut advenir que si Hamas reste extérieur à ces luttes " [19].

Principale force d'opposition au Fatah, le Hamas sait en effet pouvoir compter sur un accroissement de son influence en période de crise. Mais instruit par l'expérience, il sait aussi qu'en période de répit, la population soutient la force au pouvoir.

Dans l'hypothèse où la consolidation du pouvoir de Yasser Arafat s'accompagnerait d'un réel développement économique, le Hamas, au risque d'être considérablement marginalisé, devra adopter un profil bas avant de se reconstituer sur d'autres bases. En revanche, dans le cas où l'autorité de Yasser Arafat viendrait à être contestée, le Hamas pourrait recouvrer sa capacité d'attraction.

C'est par conséquent, de l'avis du cheikh Jamil Hamami, l'un des représentants du Hamas à Jérusalem, à la reconstruction de l'organisation que les dirigeants islamistes doivent principalement s'atteler : " Il est nécessaire de comprendre que sans construction intérieure forte, aucun courant ne pourra avoir de l'influence sur le peuple palestinien. Il faut reconstruire le mouvement en premier afin de faire bouger le peuple et conserver de l'influence sur lui " [20].

" C'est l'erreur des politiques de n'avoir pas créé plus tôt un parti politique chargé de négocier avec l'Autorité sans appeler le Hamas à abandonner la lutte contre les Israéliens " [21].

Engagés dans des pourparlers chaotiques avec l'Autorité Palestinienne, tout en continuant à vouloir incarner la résistance à l'occupant et l'intransigeance à l'égard du processus de paix, les dirigeants

politiques du Hamas manifestent de plus en plus ouvertement leur volonté d'explorer les voies d'un compromis .

Quelques semaines avant l'assassinat de Yahia Ayache en janvier 1996, l'OLP et le Hamas semblent prêts à sceller un accord prévoyant la participation du mouvement islamiste aux élections du 20 janvier 1996. Précédées par la rencontre organisée sous l'égide de l'Autorité Palestinienne, avec l'accord d'Israël, entre une délégation du Hamas et son leader emprisonné, cheikh Ahmed Yassine, mais également par le déplacement, en octobre 1995, au Soudan, de dirigeants du Hamas soucieux de ramener les partisans de la ligne dure à de meilleures dispositions, des négociations directes s'ouvrent au Caire en décembre 1995. En échange de la promesse de ne pas " embarrasser l'Autorité " et de suspendre les attentats, Yasser Arafat offre d'intercéder en faveur des mille cinq cents prisonniers du Hamas détenus en Israël. En raison de la fin de non-recevoir opposée par la direction extérieure du parti, et étant donné qu'il n'a, pour l'heure, pas vitalement besoin d'un accord que la communauté internationale verrait d'ailleurs d'un mauvais oeil, Yasser Arafat refuse de rencontrer la délégation.

" La rencontre du Caire a marqué les débuts d'un dialogue qui doit durer jusqu'à ce qu'on parvienne à un accord national. Il y avait beaucoup de compréhension de la part du Hamas, et peu de la part de l'Autorité Palestinienne. Mais cela ne se règle pas en une fois. L'Autorité Palestinienne a demandé deux choses au Hamas : de ne pas embarrasser l'Autorité et de ne pas faire obstacle aux élections. Le Hamas a rempli ces deux conditions. Pères a alors commis l'erreur de faire assassiner Ayache. Il a eu les plus grandes funérailles de l'histoire de la Palestine. Mais nous devons continuer à promouvoir un dialogue national entre tous. Nous demandons un dialogue au sein duquel nous aborderons la question des négociations. Même au sein de l'OLP, il y a des gens qui désirent le dialogue " [22].

En butte à une sévère répression, l'aile militaire, on l'a vu, aurait elle-même proposé un compromis à l'Autorité Palestinienne afin d'obtenir sa protection ; les Brigades Azzeddine El-Qassem réclamant, à cette occasion, la création d'une force armée conjointe entre l'OLP et le Hamas.

L'assassinat de Yahia Ayache interdit cependant aux différentes tendances du Hamas, sous peine de se couper de leur base, de mener plus avant les négociations. Etant donné l'effritement de son audience et l'approfondissement de ses divisions internes, le parti islamiste

décide de ne pas participer à la consultation électorale tout en s'engageant à ne pas faire obstacle à sa tenue.

Au lendemain de l'élection présidentielle, Yasser Arafat renoue avec sa stratégie de cooptation des islamistes. Le Hamas est ainsi autorisé à ouvrir un bureau à Gaza, tandis qu'est créé un comité conjoint pour résoudre les situations de crise. Le 30 janvier 1996, la direction de Gaza annonce qu'une majorité de militants est prête à abandonner la lutte armée au profit de l'action politique (déclaration désavouée par l'extérieur). Le 4 mars 1996, au lendemain de l'attentat-suicide de Tel Aviv, le Hamas et l'Autorité Palestinienne participent à une réunion de crise, qui se voit couronnée par l'appel du Hamas (au cours d'une conférence de presse dont la tenue lui est fortement " suggérée " par Arafat) en faveur de l'arrêt des actions militaires. Les pourparlers vont bon train au cours de l'été 1996, qui voit le Hamas et l'Autorité réfléchir conjointement aux moyens de mettre un terme à la politique de colonisation israélienne.

Au total, la nature des futures relations entre l'Autorité Palestinienne et le Hamas dépendra pour une large mesure, de l'aptitude des deux parties à s'inspirer mutuellement confiance : " Sans arrêt des actions militaires, il n'y aura pas de dialogue avec l'Autorité. Je suis convaincu que le Hamas doit arrêter les actions militaires afin de faire aboutir le dialogue. Les actions militaires doivent stopper au profit de l'action politique. Le Hamas n'a pas encore annoncé l'arrêt des actions militaires. Seules les circonstances l'ont contraint à stopper ces actions. (...) Il faut une déclaration. Les deux côtés doivent faire un pas. L'Autorité doit montrer au Hamas que le dialogue est sérieux. Elle doit relâcher les prisonniers du Hamas, arrêter de surveiller les gens du Hamas, afin que le Hamas ait confiance dans le sérieux de l'Autorité " [23].

Cependant, la stratégie future des islamistes dépendra, pour une part essentielle, de l'évolution des négociations de paix. Et si l'on peut craindre l'explosion de violences sporadiques et incontrôlées entre militants islamistes et policiers palestiniens (comme ce fut le cas à Tulkarem et Naplouse durant l'été 1996 [24]), il y a fort à parier qu'aussi bien l'appareil du mouvement islamiste que l'Autorité Palestinienne s'évertueront à prévenir tout affrontement inter-palestinien.

Autrement dit, tant que la stratégie non-violente vis-à-vis de l'occupant prévaudra au sein de l'opinion palestinienne et que la foi dans le processus de paix et dans l'Autorité Palestinienne l'emportera,

les islamistes ne pourront défier Yasser Arafat. Seule une réelle détérioration de la situation, qui conduirait la population à déceler dans le recours aux armes l'unique voie permettant l'instauration d'un Etat palestinien, pourrait gagner celle-ci à la cause du Hamas. Ce n'est certes pas encore le cas. La majorité des Palestiniens semble continuer à placer ses espoirs dans le processus de paix, même si les affrontements de septembre 1996 ont entamé la confiance d'une partie d'entre eux. C'est pourquoi le Hamas a observé une attitude prudente à l'occasion de cette crise [25]. Plutôt que de participer publiquement aux affrontements, la direction du parti islamiste a préféré en laisser l'entière gestion à Yasser Arafat, quitte à tirer partie de la radicalisation de la population au cas où le président de l'Autorité ferait de trop visibles concessions aux Israéliens.

Ainsi, l'espace de la violence politique s'est-il considérablement rétréci pour le mouvement islamiste, qui ne peut ni la mettre en œuvre concrètement, ni même la cautionner lorsqu'elle est le fait de militants qui se réclament de lui. Mais elle surgit pourtant, à partir de 1994, sous la forme d'un martyrisme qui mérite examen. Pour comprendre ce phénomène, il convient de mesurer la déception ou les frustrations d'acteurs islamistes radicalisés qui cherchent à maintenir ou à retrouver la capacité d'intervention sociale et politique qui était la leur au temps du soulèvement des territoires occupés.

La transformation problématique de l'acteur islamiste en sujet

Partagés entre des inclinations individualistes et leurs allégeances communautaires, déchirés entre la volonté de s'approprier le modèle de consommation occidentale et celle de récuser un système qui ne cesse de les rejeter à la périphérie du monde, certains jeunes Palestiniens vivent l'abandon de la lutte armée consécutive à la signature des accords d'Oslo comme une trahison des promesses égalitaires de l'Intifada.

Plus profondément, la violence qu'ils vont mettre en œuvre fait écho à la désorganisation sociale introduite par une modernisation dont les effets politiques, économiques, sociaux et culturels se déclinent sur un mode largement convulsif. Elle témoigne, entre autres, de leur volonté d'abolir la distance séparant de plus en plus leurs revendications de justice et de participation, et le statut inégalitaire qui est le leur.

Le recours à la violence représente pour ces acteurs un moyen de réduire la dissociation imposée par les mutations introduites par la

modernité, mais également par les transformations politiques récentes.

[Lire la suite](#)

[Retour à la partie précédente](#)

[1] Rapport de force modifié par la signature d'un accord de paix entre Israël et la Jordanie, et par l'ouverture de négociations entre Israël et la Syrie exposant le Hamas au risque de perdre l'essentiel de ses bases de repli à l'extérieur.

[2] Né en 1947 dans une famille de la région de Beer Sheva , et réfugiée dans la bande de Gaza en 1948, le cheikh Sayyed Abou Mousammeh est, de nos jours, la personnalité islamiste la plus en vue des camps de Khan Younis et de Refah. A l'issue de trois années universitaires consacrées au début des années soixante-dix en Syrie, à l'étude de la littérature anglaise, et où il côtoie les Frères Musulmans, Sayyed Abou Moussameh séjourne durant quatre ans en Arabie Saoudite où il étudie la chari'a. De retour à Gaza en 1985, il devient, en 1988, membre du bureau politique du Hamas. Nommé à la tête du mouvement en 1989 à la suite de l'arrestation du cheikh Ahmed Yassine, il est lui-même arrêté en 1991 et condamné à 12 ans de prison. Relâché en 1994, il devient directeur de l'hebdomadaire El Watan qui est actuellement sous le coup d'une interdiction de trois ans. En 1995, il est condamné à deux ans de prison par la Cour de sûreté palestinienne de Gaza pour " incitation à la révolte contre l'Autorité Palestinienne ", puis il est élargi au bout de neuf mois, à la condition de participer à la délégation du Hamas chargée de se rendre au Caire en décembre 1995, pour y négocier un accord avec Yasser Arafat. Ces indications proviennent d'un entretien réalisé à Gaza le 24 septembre 1996.

[3] La déclaration fait explicitement référence aux résolutions de l'Assemblée Générale des Nations Unies adoptées lors de sa quarantième session et reconnaissant la légitimité des mouvements de libération nationale.

[4] Déclaration publiée par le bulletin du JMCC Press Service du 13 mars 1996.

[5] Entretien avec Ghazi Hamad à Gaza le 23 septembre 1996.

[6] Entretien à Gaza le 25 septembre 1996 avec le docteur Atif Redwan, professeur de science politique à l'université islamique de Gaza, membre du Hamas et membre fondateur du Parti du Salut National Islamique (l'une des émanations politiques du Hamas).

[7] Entretien à Gaza, le 24 septembre 1996, avec le cheikh Sayyed Abou Moussammeh.

[8] Entretien avec Ghazi Hamad à Gaza le 23 septembre 1996.

[9] Chef du bureau politique, Musa Abou Marzouk s'est, en plusieurs occasions, déclaré favorable à la recherche d'un compromis avec l'Autorité palestinienne voire avec Israël. Originaire de Gaza, âgé de 45 ans, il est titulaire d'un doctorat en ingénierie de l'université de Louisiane. Arrêté aux Etats-Unis en juillet 1995, il a été accueilli par la Jordanie en mai 1997.

[10] A Tel Aviv, une attaque-suicide (attribuée au Hamas) vient rompre la " trêve " le 21 mars 1997, suite à la décision israélienne de construire une colonie juive au Djebel Abou Gheim (Har Homa) dans la partie arabe de Jérusalem.

[11] Né en 1965 dans une famille d'agriculteurs modestes du village de Rafat en Cisjordanie (près de Naplouse), diplômé en ingénierie électrique de l'université de Bir Zeit, Yahia Ayache, dit l'ingénieur fut, jusqu'à sa mort le 5 janvier 1996, l'artificier et l'un des principaux chefs de l'aile militaire du Hamas. Entré dans la clandestinité en juillet 1992 à la suite de son refus de se rendre à une convocation du Shin Beth, Ayache est soupçonné d'avoir organisé une série d'attentats-suicides qui en ont fait un véritable héros populaire.

[12] Issu du camp de réfugiés de Khan Younis dans la bande de Gaza.

[13] Enlevé le 9 octobre 1994 par un commando de la branche armée du Hamas qui réclamait l'élargissement de prisonniers palestiniens en échange de sa libération, le caporal Nashon Wachsman est tué, ainsi que les trois membres du Hamas, lors de l'assaut lancé par les forces de sécurité israéliennes contre la maison où le commando était retranché. En signe de représailles contre la mort de trois de leurs camarades, les Brigades Azzeddine El-Qassem organisent, le 19 octobre suivant, un attentat-suicide à Tel Aviv. Preuve, s'il en était besoin, de l'importance de l'événement au regard des éléments les plus radicalisés de la mouvance, durant la campagne électorale précédant les élections de l'université islamique de Gaza, les étudiants

islamistes présentent une pièce de théâtre mettant en scène l'enlèvement et la mort du soldat Wachsmann.

[14] Cet accommodement s'est, semble-t-il, accompagné de " liquidations " de jeunes leaders (chebab) de quartiers radicalisés du Hamas.

[15] Revendiquant les attaques-suicides de mars 1996, " les élèves de Yahia Ayache " commandaient à " leurs frères qui avaient signé une déclaration d'Azzeddine El-Qassem appelant à un cessez-le-feu, d'arrêter immédiatement de distribuer ces tracts ". Revendication publiée par le bulletin du JMCC Press Service du 3 mars 1996.

[16] Attentats dont la suspension, jusqu'en mars 1997 s'explique autant par les efforts de la direction intérieure de dissuader l'accomplissement de toute nouvelle opération, que par les difficultés logistiques occasionnées par le bouclage et la double répression israélienne et palestinienne.

[17] Communiqué publié par le bulletin du JMCC Press Service du 8 mars 1996.

[18] Entretien avec Ghazi Hamad à Gaza le 23 septembre 1996

[19] Entretien avec Mahmoud Zahhar, porte-parole du Hamas à Gaza, paru dans la Revue d'Etudes Palestiniennes, n°3, printemps 1995, p. 12-18.

[20] Né en 1952 à Ma'an en Jordanie (où son père était policier) au sein d'une famille originaire de Naplouse et arrivée à Jérusalem juste après sa naissance, le cheikh Hamami a suivi l'enseignement de l'école islamique de Jérusalem avant d'étudier à l'université d'El-Azhar. Ayant entamé, sans l'achever, un master en science de l'éducation, il adhère à l'organisation égyptienne des Frères Musulmans. De retour en Palestine en 1977, et malgré plusieurs séjours en prison (entre 1988 et 1990, entre 1990 et 1992, puis durant six mois en 1995), il intègre l'institution chargée de la gestion des Waqf (biens religieux) de Jérusalem, participe à la gestion de la mosquée El-Aqsa devient directeur du comité islamique pour la culture de Jérusalem, puis devient directeur d'un collège islamique de la ville. A la naissance du Hamas, il est chargé par le parti d'assurer la liaison entre Gaza et la Cisjordanie. Partisan d'un rapprochement entre le Hamas et l'Autorité Palestinienne, il est, en 1995, membre de la délégation qui se rend au Caire afin de négocier un accord entre le Hamas et Yasser Arafat.

Entretiens avec le cheikh Jamil Hamami à Jérusalem les 21 et 30 septembre 1996..

Les islamistes déploient, dans cette perspective, une stratégie de diversification des tâches destinée à la fois à promouvoir les activités socio-éducatives du mouvement, et à le remettre politiquement en selle en vue d'une participation aux prochaines élections municipales. L'Organisation des Frères Musulmans tente de se reconstituer es qualité, déposant à cet effet, en septembre 1996, une demande officielle d'agrément en Cisjordanie, tandis que les " politiques " s'efforcent d'investir l'arène politique à travers la formation de partis, comme l'atteste la création à Gaza, le 20 novembre 1995, du Parti du Salut National Islamique[[Présidé par Ismaël Abou Chanab (actuellement en prison) et vice-présidé par Ahmad Sa'ati, le parti (Khilas) affirmait, à sa naissance, fonder son action sur la participation à la vie politique, sur " l'option palestinienne " et sur la recherche de l'unité.

[21] Entretien à Gaza le 25 septembre 1996 avec le docteur Atif Redwan.

[22] Entretien, le 24 septembre 1996 à Gaza, avec le cheikh Sayyed Abou Moussammeh, membre du comité de dialogue avec l'Autorité Palestinienne et de la délégation du Hamas présente au Caire en décembre 1995.

[23] Entretien avec le cheikh Jamil Hamami à Jérusalem les 21 et 30 septembre 1996.

[24] A la suite du décès sous la torture, le 31 juillet 1996, d'un militant du Fatah, Mahmoud Jumayyil, arrêté par la police palestinienne, plusieurs centaines d'habitants de Naplouse manifestent contre le représentant local de l'Autorité Palestinienne, et réclament la libération des prisonniers retenus dans les geôles de l'Autorité. Le 3 août suivant, les mêmes incidents se produisent à Tulkarem où un manifestant est tué par la police palestinienne.

[25] Yasser Arafat a procédé discrètement à la libération de certains militants islamistes dans les jours qui ont suivi la crise. La carte Hamas peut, à l'évidence, lui être de quelque utilité dans l'hypothèse d'une épreuve de force avec Israël.

Islamisme et violence : le cas de la Palestine (Partie 3)

La subjectivation par l'islam

Du temps de l'Intifada, l'islam politique est parvenu à doter de larges pans du corps social d'une image revalorisée d'eux-mêmes en même temps qu'il leur permettait d'acquérir la conviction d'une utilité sociale.

L'incapacité du Hamas à peser par la suite sur les processus politiques, sociaux et culturels en cours représente l'un des motifs du passage à l'acte d'acteurs s'estimant désormais dépossédés de toute possibilité d'action dans les champs sociaux et politiques (à l'échelle nationale comme à l'échelle transnationale), alors même que les effets de l'occupation et de la répression demeurent toujours aussi prégnants.

Libération et Islamisation

En proposant des prolongements culturels à leur identité sociale, l'idéologie islamiste permet à ses partisans d'accéder à une forme de subjectivation par réappropriation de la définition de soi.

Aspirant à transcender les frontières nationales et transnationales de l'exclusion, les acteurs islamistes développent en effet une représentation du monde offrant la possibilité de sublimer la frustration de n'avoir pas accès aux fruits de la modernité.

A leurs yeux, l'Occident n'est parvenu à assurer sa domination politique, économique et culturelle, qu'à travers l'imposition d'un modèle de consommation aux effets dissolvants et corrupteurs en termes de cohésion sociale.

Fustigeant l'illusion consumériste des promoteurs d'un accord de paix qui, avant que ne soit retombé l'enthousiasme des premiers temps, vantaient les mérites économiques d'un futur " grand marché du Proche-Orient ", en contradiction flagrante avec les actuelles réalités socio-économiques, les acteurs islamistes peuvent opposer leur repli identitaire et leur exigence morale à la mondialisation et à la globalisation.

Proposant de libérer du joug israélien à la fois la terre de Palestine et les âmes qui la peuplent, l'idéologie islamiste fonctionne comme une

sorte de " théologie de la libération " [1] au sein de laquelle le " réarmement moral " joue un rôle décisif dans l'affranchissement de toute aliénation et dans la résistance à la dépossession de soi induite par l'occupation.

Durant les années d'Intifada, le Hamas s'est efforcé de canaliser la rage sociale d'une partie de la jeunesse palestinienne, tout en se faisant l'expression de sa volonté de participation au changement social et politique. Sa naissance avait tempéré les violences exercées auparavant par des militants islamistes à l'encontre d'autres militants politiques palestiniens (notamment communistes) et, de concert avec les autres forces engagées dans la lutte de libération, il contribuait à imposer un sévère contrôle social sur une population entièrement mobilisée autour de la cause nationale.

Durant le soulèvement, les forces politiques palestiniennes dans leur ensemble intervenaient dans la célébration des mariages, dans le prononcé des divorces, dans le règlement des conflits d'héritage, mais se faisaient également les championnes de la lutte contre les " déviances " qu'étaient, à leurs yeux, la prostitution, l'homosexualité, la consommation d'alcool et de drogue (autant de " faiblesses " censées favoriser les " retournements " par les services israéliens). A l'instar des branches armées des autres formations palestiniennes [2], les Brigades Azzeddine El-Qassem du Hamas s'étaient spécialisées dans l'assassinat de " collaborateurs " accusés " d'intelligence avec l'ennemi " ou, plus simplement, suspectés " d'empoisonner l'âme de la nation en profitant de leur fonction de journalistes, d'écrivains, d'éducateurs ou de n'importe quel autre moyen ".

" Pendant l'Intifada, nous étions des orphelins. Personne ne contrôlait nos affaires civiles. Nous avons à prendre en charge nos lois. Et les dealers étaient souvent liés à Israël. Ils collaboraient. Il fallait détruire le phénomène. Il fallait détruire la prostitution qui était une création de l'occupation. Il fallait détruire la corruption de notre société. Nous avons utilisé la violence. Nous avons tué des collaborateurs. Tout le monde l'a fait. Même le Fatah. Car l'occupation essayait de détruire notre communauté par tous les moyens " [3].

Plus disciplinés que ceux du Fatah et du Front Populaire, les militants du Hamas ont rarement opéré hors du cadre fixé par leur organisation. En revanche, durant les années 1991-1992, des gangs formés de petits " seigneurs de la guerre " issus des rangs du Fatah (" Faucons " et " Panthères Noires " à Naplouse) et du FPLP (" Aigles Rouges ") ont fait la loi à Jénine et à Naplouse et développé des formes de résistance

sociale se diluant de plus en plus dans des activités délictueuses. S'estimant " trahis " par la conférence de Madrid, privés d'encadrement depuis que, considérablement affaiblie, l'OLP investissait davantage la scène diplomatique que le champ social et politique intérieur, ils rackettaient la population par la levée d'un " impôt révolutionnaire " et procédaient à des liquidations sommaires de leurs adversaires, sous couvert de lutte contre les " collaborateurs ". Il fallut attendre le retour de Yasser Arafat pour que soit mis un terme à leurs activités et que la majorité d'entre eux intègrent les services de sécurité.

Quoiqu'il en soit, leur participation à l'Intifada, dans les rangs du Hamas comme dans ceux des autres organisations, a structuré la vie sociale de toute une génération de jeunes Palestiniens. Elle leur a permis de recouvrer une identité et une dignité mises à mal par trente ans d'occupation et de répression coloniales.

La participation des jeunes islamistes à la résistance armée se situe à la croisée entre violence sociale et violence politique, sans exclusion des dérives de type criminel ou infra-politique, et au carrefour entre violence instrumentale (qui permet de prouver sa capacité de nuire lorsque l'on est privé d'autres ressources politiques) et violence expressive (mode d'affirmation de soi et d'affirmation de son aptitude à faire front). Elle met également en oeuvre des " violences verticales " ou " révolutionnaires " (tournées contre l'occupant mais également contre des concurrents politiques) et des " violences horizontales " ou " privées " (dirigées contre ceux qui sont accusés de contrevenir à la norme religieuse " [4]), tout en demeurant articulée à un projet politique de libération des territoires occupés.

L'abandon de la lutte armée : ou les illusions perdues de l'Intifada

La signature des accords d'Oslo et l'abandon des mots d'ordre de la lutte armée, alors même que les conditions de l'occupation demeurent, vont peu à peu accréditer, auprès d'une large fraction de la jeunesse défavorisée, l'idée suivant laquelle l'autonomie représente un nouveau mode d'exercice de l'occupation fondé sur la délégation et le contrôle à partir de l'extérieur [5]. Perçue par ses opposants comme une simple courroie de transmission, la nouvelle Autorité Palestinienne doit à la fois convaincre les dirigeants israéliens et occidentaux de son aptitude à maîtriser les territoires qu'elle administre (ce qui implique qu'elle se soumette à leurs injonctions en matière de répression contre la mouvance islamiste), et ménager une population palestinienne, certes

durement éprouvée par sept ans de guerre, mais désormais en partie mobilisée par des organisations politiques rivales du Fatah.

Frustrée d'une victoire dont elle estime avoir été dépossédée par ceux de " l'extérieur " au détriment des " vrais combattants " du soulèvement, frustrée du sentiment d'exister dont l'armait sa participation à la lutte (la construction de l'Etat national mobilisant évidemment d'autres réseaux que ceux qui combattaient dans la " révolution des pierres "), sans pour autant être associée à un projet de participation politique, ni voir son activisme réinvesti dans la promotion d'un véritable projet national, une partie de la " génération de l'Intifada " conçoit, à l'égard du processus de paix, une amertume expliquant bien des passages à l'acte.

Il n'était que de voir, durant la crise de septembre 1996, la promptitude avec laquelle, sur le fond de cette désillusion vis à vis de la pax americana [6], les jeunes participèrent à des affrontements qui leur rappelaient " le bon vieux temps de l'Intifada ".

Une partie des " enfants de l'Intifada ", qui avaient une dizaine d'années en 1987, et ont passé leur enfance et leur adolescence à participer aux temps forts du soulèvement populaire, se retrouvent désormais démobilisés, sans bagage scolaire ni emploi. Se pose, avec une acuité toute particulière, le problème de leur réinsertion dans la vie civile. Ceux qui n'ont pas intégré l'appareil policier palestinien, et qui ont pour seul capital social et symbolique leurs anciens faits d'armes (bien qu'exciper de sa participation à l'Intifada ait tendance à ne plus être vraiment valorisant), se sentent exclus d'un processus dont ils n'ont reçu aucun dividende.

" Les gens ont souffert pendant huit ans d'Intifada. mais cela s'est évaporé. Après huit ans de sacrifices, ils attendaient beaucoup. Le résultat est très faible et limité. L'Intifada a restauré l'honneur des Palestiniens, leur a redonné confiance en leur capacité à résister. L'Intifada a joué un rôle-clé. Si on n'avait pas été là, la situation du Moyen-Orient serait différente. Ce qui se passe aujourd'hui est le résultat de l'action de notre génération. Surtout celle qui était au Hamas. C'est la menace que le Hamas a fait peser sur la sécurité d'Israël qui a conduit à l'accord. Mais cet accord s'est fait contre cette génération. C'était pour vaincre la génération qui s'était battue. Après la fierté, c'est la désillusion " [7].

Colonisation et répression ont, durant les sept ans du soulèvement, unis les Palestiniens, toutes classes et toutes générations confondues.

Aussi bien une partie de la jeunesse socialisée durant l'Intifada éprouve-t-elle les pires difficultés à surmonter les contradictions existant entre l'idéal égalitaire d'une société indifférenciée véhiculé par les discours populistes de l'Intifada (qu'il soit islamistes ou nationalistes), et le retour des contradictions de classes et des luttes socio-politiques - entre ceux qui ont intégré les rouages de l'Autorité Palestinienne et ceux qui ne s'y trouvent pas - entre l'idéal consensuel de ces années de feu et les réalités de la pratique du pouvoir [8]. C'est dans ce contexte que les conflits sociaux inter-palestiniens mais aussi transnationaux vont se reformuler dans le répertoire culturel. Privés de toute perspective en dehors de l'illusion de résistance qu'entretiennent les islamistes radicaux, ils idéalisent la période d'une Intifada marquée du sceau de la " moralité ", par contraste avec l'amoralité supposée des nouveaux dirigeants palestiniens.

" L'Intifada a été une aventure. Un risque qu'on a pris. Mais un groupe a utilisé l'Intifada pour en tirer des résultats. Cet accord a eu lieu lorsque l'intifada a commencé à se transformer en lutte armée. Ceux qui en ont récolté les fruits venaient de l'extérieur. Cet accord a été une trahison de l'intifada car il l'a empêché de réaliser tous ses objectifs. Ceux qui se sont sacrifiés ont perdu (...) J'aurais aimé ne pas avoir lancé de pierres étant donné le résultat. Je vivais avec dignité pendant l'occupation et maintenant, je ne vis plus dans la dignité. J'ai porté les rêves du peuple palestinien. Le Fatah disait vouloir la même chose, mais il y a des différences. Je veux ce qu'il y a de meilleur pour mon pays et je veux donc lui éviter le spectre de la guerre civile. Mais le Fatah fait des déclarations contradictoires depuis Madrid. Il insulte les gens du Hamas, les attaque à l'intérieur des prisons. Ils ont changé à 180°. De combattants, ils sont devenus les serviteurs d'Israël. Maintenant que l'Autorité est là, ils arrêtent les gens, ils les torturent de façon plus atroce que ne le faisaient les Israéliens. Tout cela contre ceux qui se sont sacrifiés et ont sacrifié leur argent pour leur pays (...). Le Hamas voulait continuer le djihad contre les Israéliens et en faire profiter à l'OLP en tant que carte de son jeu. Mais le Hamas a été déçu lorsque l'OLP a commencé à s'opposer publiquement au Hamas. Plutôt que de coopérer avec le Hamas contre les Israéliens, ils ont coopéré avec les Israéliens contre le Hamas. Et le dialogue entre l'Autorité et le Hamas est un dialogue de sourds. Cela n'a aucun intérêt pratique pour le peuple ou pour le mouvement. Les islamistes sont réprimés. Des gens sont en prison sans raison (...) L'Autorité est le principal obstacle à la poursuite de la lutte armée contre Israël (...) Il faut attendre que l'Autorité se plante et coule. Il faut se préparer à une autre lutte armée quand les circonstances s'y prêteront " [9].

Aussi bien l'ambiance de relative détente - encore réservée à une élite privilégiée - qui règne actuellement en Cisjordanie mais également dans les quartiers les plus riches de Gaza, région traditionnellement la plus conservatrice de Palestine [10], provoque-t-elle une certaine rancœur à l'égard de ceux qu'une partie des Palestiniens nomment désormais les " étrangers ", les " Tunisiens " ou " ceux de Beyrouth ". Et, les responsables extérieurs sont perçus, par une partie de la jeunesse des camps de réfugiés, comme une greffe étrangère véhiculant des idées et des moeurs allogènes, et favorisant, par leur adoption du modèle de consommation occidental, la pénétration des modes de domination étrangers et de leur " relais " israélien.

" Nous n'utilisons pas la force pour obliger les gens à être religieux. Chacun est libre d'être laïc ou religieux. Mais, si nous pouvions, nous lutterions contre les déviations que sont la drogue ou la prostitution. Mais l'Autorité ne le permet pas. L'Autorité veut changer la société. Ceux qui viennent de l'extérieur sont familiers d'autres valeurs. Les femmes portent des pantalons, ils boivent de l'alcool. Ce n'est pas familier des traditions de Gaza. Ils ont vécu dans d'autres circonstances. Surtout à Beyrouth, où il y avait plus de permissivité " [11].

A cela s'ajoute le contraste entre la proclamation de la fin de la lutte armée et la réalité de la poursuite de l'occupation.

Les accords d'autonomie qui, en septembre 1993, avaient concédé aux Palestiniens l'administration " limitée " de sept " confettis " représentant environ six pour cent des territoires occupés, sont constamment violés par l'occupant israélien, alors qu'en 1996, auraient dû débiter les négociations sur le statut final des territoires autonomes [12].

Quelque quatre à cinq mille Palestiniens sont toujours détenus dans les geôles israéliennes bien que leur élargissement ait été prévu par les accords.

Le plan de redéploiement de la ville arabe d'Hébron (cent vingt mille habitants palestiniens pris en otages par quatre cent colons juifs extrémistes dont la présence, au coeur de la ville, requiert la mobilisation de près de mille cinq cents soldats israéliens), négocié avec l'ancien gouvernement travailliste et prévu pour le mois de mars 1996 [13], n'a finalement fait l'objet d'un accord que le 15 janvier 1997. Celui-ci ne prévoit le retrait de l'armée israélienne que des quatre cinquièmes du territoire de la ville. Concernant les étapes

futures du redéploiement (qui doit s'échelonner d'ici la mi-1998), l'accord signé par Yasser Arafat et Benjamin Netanyahu n'en précise pas l'amplitude, l'estimation de la superficie des territoires devant être évacués par l'armée israélienne ayant été laissée à la seule appréciation de l'Etat juif [14]. Et il n'est que de mentionner les divergences d'évaluation quant à l'ampleur que devrait revêtir ce retrait - 85 à 90 % de la Cisjordanie selon les Palestiniens, 40 à 50 % selon les Israéliens - pour mesurer l'étendue du malentendu...

Depuis le bouclage imposé depuis 1989, renforcé en mars 1993, puis rendu " total " à la suite des attentats-suicides de février-mars 1996, un régime d'apartheid sévit à l'encontre des populations palestiniennes soumises à un état de siège permanent [15], tandis que la politique de colonisation juive des territoires occupés connaît un net regain (politique d'expropriation des terres) [16]. Les " passages protégés " qui, conformément aux accords d'Oslo 2, doivent relier Gaza à la Cisjordanie (distantes de quatre-vingt-dix kilomètres), n'ont toujours pas fait l'objet d'un accord, ce qui réduit les territoires autonomes palestiniens à une série de " bantoustans " désarticulée et étroitement contrôlée par Israël, alors même que les colonies israéliennes sont désormais reliées entre elles par un système intégré de " routes de contournement " réservées à l'usage exclusif des colons [17].

Plus, la mise en œuvre d'une politique visant à réduire le nombre de résidents non juifs de Jérusalem (la partie arabe de la ville, Jérusalem-Est, fut conquise en 1967 et annexée en 1980) chasse nombre de Palestiniens de ce que les Israéliens déclarent être la " capitale éternelle du peuple juif " [18]. Cette judaïsation [19] de la ville passe notamment par la suppression des cartes d'identité au prétexte que le véritable " lieu de vie " de leurs détenteurs serait ailleurs, par le refus d'enregistrer les nouveaux-nés palestiniens nés en dehors du pays ou en dehors des frontières de Jérusalem sur la carte d'identité de leurs parents, par le refus de délivrer des cartes d'identité aux résidents de Jérusalem effectuant leurs études à l'étranger, et par la destruction des maisons arabes (quatre-vingt-treize maisons ont été détruites sous l'administration travailliste) au motif que leurs propriétaires ne détiendraient pas de permis de construire en bonne et due forme (lesquels permis de construire ne sont guère délivrés aux Arabes). Il en résulte une situation d'asphyxie progressive : les entreprises palestiniennes ferment les unes après les autres (le bouclage interdisant aux marchandises et aux employés de passer) et sont contraintes de s'installer à Ramallah, ce qui a pour effet de priver leurs responsables de leur droit à la carte de résident de Jérusalem.

La répression menée par les services de sécurité israéliens joue également un rôle non négligeable dans le passage à l'acte de certains militants islamistes radicalisés. En effet, tandis que Hamas et le Djihad Islamique avaient suspendu leurs attaques armées depuis l'attentat du 21 août 1995, l'assassinat le 26 octobre à Malte de Fathi Chiquaqi (chef de la principale branche du Djihad Islamique), puis celui de Yahia Ayache le 5 janvier suivant, sont venus relancer la vague d'attentats à l'intérieur de l'ancienne ligne verte [20]. Par ailleurs, les punitions collectives infligées par les autorités israéliennes à la suite de chaque nouvelle opération militaire (bouclage des territoires, destruction des maisons des familles de ceux qui sont impliqués dans des actes de violence) entretiennent à leur tour la spirale de la violence.

Résistance armée ou dérive terroriste ?

Aussi bien, du fait de la légitimité qu'a acquise la lutte armée au cours de l'histoire du mouvement national, les opérations militaires du Hamas reçoivent-elles - du moins jusqu'au printemps 1996, puis à nouveau en mars 1997, après que le gouvernement israélien eut entrepris, (en violation des accords de paix) l'implantation d'une colonie juive à Abou Ghneim (Har Homa) dans la partie arabe de Jérusalem - l'approbation tacite et silencieuse d'une grande partie du corps social palestinien qui y discerne, le plus souvent, des actes de résistance politique.

Le primat de la cause nationale interdit en effet aux autres organisations politiques de condamner les opérations militaires anti-israéliennes du Hamas, considéré comme partie prenante de la lutte nationale, même si les mêmes forces politiques condamnent les velléités de certains dirigeants du Hamas de vouloir imposer leur ordre moral par la force.

Les groupes armés islamistes continuant d'incarner les aspirations d'une partie de la communauté palestinienne, et les opérations militaires du Hamas jouissant, aux yeux d'une partie de la société palestinienne, d'une certaine légitimité, les attentats anti-israéliens ne peuvent être réduits à de pures dérives terroristes.

Il est, à cet égard, symptomatique que les attentats islamistes aient cessé dès lors que la population palestinienne a commencé à en condamner les effets. Les attentats de février 1996, consécutifs à l'assassinat de Yahia Ayache par le Mossad, furent considérés comme une vengeance " légitime " à l'encontre d'Israël, alors que les opérations-suicides du mois de mars suivant conduisirent nombre de

Palestiniens à s'insurger contre les méthodes du Hamas [21]. Le choix de cibles civiles fut singulièrement contesté tandis qu'étaient réproouvées les conséquences des opérations en matière de bouclage et de répression. Le mouvement islamiste fut d'ailleurs, à cette occasion, accusé par les sympathisants du Fatah d'avoir servi les intérêts d'Israël en remettant en cause la cohésion nationale et d'avoir précipité l'arrivée au pouvoir du Likoud [22]. Yasser Arafat, après l'assassinat de Yahia Ayache, avait rendu personnellement visite au Docteur Mahmoud Ez-Zahar (porte-parole du Hamas à Gaza) pour lui présenter ses condoléances, et fait tirer une salve d'honneur par la police palestinienne lors des funérailles de " l'ingénieur ". A l'inverse, en mars 1996, il brisera un tabou en traitant les responsables de l'opération de " terroristes ". La branche armée du parti islamiste n'a, jusqu'en mars 1997, revendiqué aucun nouvel attentat.

On peut en déduire que, mises à part les opérations spontanées et incontrôlées, les responsables militaires du Hamas ne sont passés à l'action armée, jusqu'au printemps 1996, que parce qu'ils percevaient un appui de l'opinion publique. Il en est allé de même en mars 1997 lorsque, suite à la décision du gouvernement israélien de construire une colonie juive au Djebel Abou Ghneim (Har Homa) dans la partie arabe de Jérusalem, l'aile radicale du Hamas a bénéficié du soutien tacite d'une opinion publique palestinienne de plus en plus radicalisée par la " réticence " des autorités israéliennes à appliquer les dispositions prévues par les accords de paix. Aussi bien, l'attentat de Tel Aviv du 21 mars 1997 a-t-il été condamné par les responsables de l'Autorité Nationale Palestinienne dans des termes bien différents de ceux utilisés lors de la vague d'attentats du mois de mars de l'année précédente. Considérée comme une réaction inévitable aux " provocations " israéliennes, l'opération du Hamas est alors qualifiée par la presse palestinienne " d'action-suicide " et non plus " d'action terroriste meurtrière " [23].

Le maniement de la violence par certains groupes radicalisés, ne suggère pas moins un début de dégradation du mouvement islamiste en un anti-mouvement se situant à mi-chemin entre mouvement social et terrorisme. Ne pouvant envisager ne serait-ce que l'éventualité d'un compromis avec l'Etat d'Israël, les groupes originaires d'Hébron - sous occupation israélienne jusqu'en janvier 1997 - présumés responsables des attentats du mois de mars 1996, incarnent en effet, eu égard à leur éloignement progressif de toute base, une forme de plus en plus déstructurée du mouvement social islamiste [24]. Et c'est dans la mesure où ils anticipent sur un compromis Fatah-Hamas qui sonnerait leur glas, que les commandos les plus irréductibles du Djihad

Islamique et des brigades Azzeddine El-Qassem prétendent incarner une avant-garde révolutionnaire éclairée et vertueuse, investie de la mission de libérer, par une rupture radicale, la société et ses dirigeants de l'état de jahiliyya dont ils sont prisonniers. Une étape supplémentaire dans l'inversion n'est pas à exclure, qui pourrait voir certains desperados s'en prendre à des dirigeants palestiniens qualifiés " d'impies " et décrits comme de purs et simples successeurs de l'occupant israélien.

L'acteur impossible

L'inaptitude de l'islam politique à doter ses militants d'une identité sociale individuelle et les difficultés qu'éprouvent ces derniers à se construire en tant que sujets personnels, expliquent aussi largement le recours à la violence de certains acteurs islamistes radicaux.

La subjectivation par l'islam, qu'on a décrit comme une des causes de l'adhésion populaire au Hamas du temps de l'Intifada et de la nostalgie qui a persisté de cette époque dans les milieux les plus défavorisés et dans les couches d'âge les plus jeunes, ne s'est en effet pas traduite par la promotion d'individualités, mais par la création et l'entretien d'un climat communautaire. Or, la constitution d'un champ politique moderne implique bien une telle individuation. Et si elle n'exclut pas la mise en jeu de solidarités collectives, elle exclut la perpétuation des habitudes de repli ou d'exaltation identitaire. Ce sont au contraire de telles habitudes qui, par un jeu de miroir, nourrissent le culte des martyrs, l'envie de prendre leur place et de s'unir à eux dans le sacrifice.

Le martyrisme : entre expressivité et instrumentalité

Le phénomène des attentats-suicides, étranger aux années d'Intifada, survient au printemps 1994 après le massacre d'Hébron. Son renouvellement se révélera systématiquement lié à la survenue d'événements majeurs attestant de l'impuissance des forces politiques palestiniennes à s'affirmer face à l'occupant [25].

Le phénomène des attentats-suicides n'est pas seulement symptomatique de la résistance à l'abandon de la lutte armée de la part de certains éléments d'un mouvement para-militaire contraint à la reconversion. Il l'est aussi d'une impossible conversion des acteurs, pris individuellement, à la nouvelle donne créée par les accords d'Oslo.

Le martyrisme palestinien, pour spectaculaires qu'en aient été les manifestations, ne revêt pas l'ampleur repérable dans le cas du Bassidji iranien [26]. Mais il présente, d'une certaine manière, les mêmes caractéristiques de fusion éperdue jusque dans l'anéantissement, et d'identification à une cause collective à laquelle l'effondrement des espérances révolutionnaires et égalitaires engendrées par l'Intifada ne semble plus permettre de manifester son adhésion autrement que par l'immolation. Non seulement la vie ici-bas paraît, aux yeux de nombre de jeunes Palestiniens, dévalorisée par un environnement de " trahison " et de poursuite de la répression, par la disparition de toute opportunité de construire un avenir différent, mais plus aucune échappatoire n'est perçue à la perte de sens, qu'un témoignage extrême ayant à la fois valeur de refus du présent et de solidarité avec le groupe opprimé.

De fait, le militantisme islamiste conduit à la formation d'acteurs non proprement sociaux, certes insérés dans des relations sociales, mais ne se définissant pas en termes de position dans la structure sociale. L'engagement dans la mouvance islamiste obéit à des formes de rationalisation qui permettent de mobiliser une identité culturelle. Mais, étant donné que la réalisation de soi ne s'opère qu'à travers le clan auquel l'acteur appartient, l'islamisme échoue à le doter d'une identité sociale personnelle et à lui donner le sentiment d'exister comme sujet de sa propre trajectoire. Ressource morale et fondement d'une revendication de participation, l'islamisme constitue un obstacle à la naissance d'un véritable sujet. Le contrôle social qu'il instaure, en particulier dans sa dimension de répression sexuelle, ajoute à cet égard au poids des références essentiellement collectives ou communautaires qu'il propose.

Dès lors, les candidats au martyre diluent le paradoxe de l'acteur islamiste dans une violence de type métapolitique où les enjeux politiques semblent subordonnés à des enjeux culturels.

Pour liés qu'ils soient à un événement politique concret, les attentats-suicides n'en relèvent pas moins, chez ceux qui les perpètrent, de la volonté, à défaut de pouvoir se réaliser ici-bas, d'y parvenir dans un au-delà idéalisé. Le jeune candidat au martyre aspire tout à la fois à l'annihilation de Soi et de l'Autre, et à la réunion aux Siens. Assimilé aux souffrances subies, l'adversaire se mue en ennemi et acquiert une identité sub-humaine et idéologisée qui rend son élimination nécessaire, même au prix de la sienne propre.

Au surplus, fascinés par la mort des précédents " martyrs " dont les portraits ornent les murs des localités palestiniennes et dont les noms sonnent familièrement aux oreilles de l'ensemble de la population des quartiers défavorisés, les candidats au suicide se persuadent qu'ils marchent dans leurs traces et répondent en quelque sorte à leur appel pour en assurer la relève. Ils sont, dans cette perspective, pris en charge par des groupes armés qui n'ont aucun mal à instrumentaliser cet état d'esprit en cultivant, en particulier, le sentiment de culpabilité qui en constitue une composante. Convaincus d'avoir une responsabilité dans l'échec de l'utopie islamiste des années de l'Intifada, alors même que certains de leurs camarades de combat se sont offerts en sacrifice à la " cause ", les jeunes ainsi enrôlés trouveront tout naturel d'avoir à offrir leur vie pour rester dignes de leurs aînés disparus. L'organisation revendiquant les opérations-suicide y gagne en prestige auprès de la base la plus radicalisée de la mouvance, la capacité d'une organisation à aligner des martyrs augmentant son capital social et symbolique dans les quartiers populaires.

" Le monde est un paradis pour l'infidèle mais une prison pour le croyant " [27]

Hisham Mohammed correspond au portrait-type du sujet impossible, frustré des promesses de la libération et de la modernité, happé par l'exemplarité d'un camarade qui l'a précédé dans le sacrifice.

Par un méchant jour de novembre 1994, Hisham Mohammed, qui jeûne depuis le matin en prévision de son immolation, enfourche sa bicyclette et se rend au check point israélien situé à l'entrée de la colonie juive de Netzarim dans la bande de Gaza. Arrivé à hauteur des soldats, il fait exploser la bombe artisanale qu'il a consciencieusement arrimée à son engin, entraînant trois soldats israéliens dans sa mort. Hisham Mohammed avait vingt ans [28].

Sa dépouille est aussitôt escamotée par des membres des services de sécurité palestiniens qui inhument le jeune homme dans la plus grande discrétion. L'heure est aux négociations de paix avec Israël. Point n'est besoin, aux yeux de l'Autorité Palestinienne, d'entretenir davantage le culte des " martyrs ". Dans le quartier populaire de cheikh Redwane, dont Hisham était originaire, on ne l'entend pas de cette oreille. Le vendredi suivant, soit le 18 novembre 1994, les militants islamistes réunis autour de la mosquée Palestine boivent les paroles du cheikh Baher, l'un des prédicateurs les plus éloquents du Hamas. Leurs dévotions achevées, ils décident de se rendre au domicile de Hisham

pour y présenter leurs condoléances à sa famille. Las ! Les forces anti-émeutes encerclent la mosquée et entravent la procession. Des pierres fusent. Les policiers palestiniens ouvrent le feu. Les affrontements entre forces de l'ordre et manifestants s'étendent aux artères principales de la ville de Gaza jusqu'à gagner le quartier de cheikh Redwane. On relève, à l'issue de ce fameux " vendredi noir ", les corps de treize manifestants, tandis que quelque deux cents blessés affluent vers les hôpitaux de la ville. Pour la première fois de sa brève existence, l'Autorité Palestinienne décrète un couvre-feu.

Quelques jours avant sa mort, Hisham avait pris soin de rendre visite à sa soeur.

" Il est allé voir sa soeur et lui a offert un cadeau symbolique. Sa soeur l'a averti : " Si tu m'apportes un cadeau à chaque fois que tu me rends visite, je ne voudrais plus que tu viennes ". Il lui a alors répondu " considères que je viens pour la dernière fois ". Mais elle n'a pas réalisé ce que cela signifiait " [29].

Pas plus que sa soeur, les autres membres de la famille de Hisham n'avaient perçu sa détermination. Elle avait pourtant été entière, de venger l'assassinat par le Shin Beth, le 2 novembre précédent, de Hani Abed, l'un des membres actifs du Djihad Islamique à Gaza, faisant suite à celui de son meilleur ami au mois d'avril précédent. La photographie de ce camarade porte encore l'inscription que Hisham avait tracée de sa main quelques jours avant sa mort : " Je jure devant Dieu de venger ta mort mon frère ".

" Malgré la présence de l'Autorité Palestinienne, il voyait tous les jours les juifs à Gaza. Il disait que c'était la paix, mais que les Israéliens étaient toujours là. C'est pourquoi il a choisi d'attaquer une colonie. Son meilleur ami venait d'être tué par le Shin Beth à Khan Younis alors que l'Autorité Palestinienne était déjà là. Beaucoup de ses amis avaient le même caractère. Deux de ses amis, qui nous ont aidé à construire sa tombe, se sont tués après lui. Ils sont aussi shahid (martyrs). Il y en avait beaucoup comme lui. Il voulait venger ses amis avant tout. Il voulait tenir la promesse de la vengeance. Et il savait aussi que combattre les Israéliens est un devoir national. Il savait que les Israéliens ne nous donneraient pas nos droits. Comme maintenant : les Israéliens ne nous donnent rien et installent des colonies partout. Notre frère aîné avait aussi été arrêté. Hisham avait une haine personnelle contre les sionistes. Son frère avait été arrêté avec d'autres et avait été battu. Il conservait des cicatrices. L'un de

ceux qui avait été arrêté avec lui était mort sous la torture. C'est aussi une des raisons pour lesquelles Hisham les haïssait " .

Issu d'une famille de réfugiés, Hisham, après avoir, à l'instar de nombre de jeunes de son âge, suspendu sa scolarité alors qu'il était encore dans le primaire, rejoint l'entreprise de plâtrerie familiale. Sa famille, installée auparavant dans le camp de Chati, a été relogée dans le " housing project " du quartier de cheikh Redwane. Militant du Hamas durant l'Intifada à laquelle il avait participé activement, et durant laquelle il avait bravé régulièrement le couvre-feu imposé par l'armée d'occupation, il avait été arrêté pour avoir jeté des pierres sur des soldats, et emprisonné durant six mois. C'est durant ce " séjour " dans les geôles israéliennes qu'il avait adhéré au Djihad Islamique pour " participer plus rapidement à une opération " .

Devenu imam de la mosquée de son quartier, une modeste bâtisse construite de ciment et de tôle ondulée comme on en trouve couramment dans les camps de réfugiés, et qui porte aujourd'hui son nom, Hisham s'était consacré à ses oeuvres et à sa préparation au " grand jour " tant sa situation de domination lui était devenue humiliante et intolérable. A sa mère, qui caressait le projet de lui construire une maison en prévision d'un futur mariage, il répondit qu'il se marierait certes, mais " à une hourie " (du nom des vierges, promises aux croyants, qui peuplent le paradis).

Désemparé par l'interruption de la lutte armée et sceptique quant à ses chances de " trouver son compte " dans le processus de paix, Hisham ne portait pas la même appréciation que ses frères à l'égard de l'Autorité Palestinienne : " Mon frère est arrivé à ce type de conclusion après avoir lu et compris profondément le Coran. Moi, je suis une personne simple. Je prie, mais je n'ai pas la même compréhension du Coran. Je n'étais pas tout à fait d'accord avec lui. Je lui disais qu'il fallait donner une chance à l'Autorité Palestinienne de faire quelque chose de bien pour les Palestiniens. Mais, pour lui, l'action militaire ne devait jamais cesser. Il était totalement convaincu que les Israéliens se moquaient des Palestiniens. Il décrivait l'Autorité comme une illusion " .

Plus taciturne que jamais après l'assassinat de son meilleur ami, et ne pouvant se résoudre à la défaite de la " génération de l'Intifada " , Hisham agit comme s'il avait fait partie de quelque société secrète. Transmises par le Djihad Islamique à sa famille après sa mort, des photographies de cette époque découvrent une facette insoupçonnée de ses activités. Présentant, quelques mois auparavant, les traits d'un

adolescent au visage glabre, Hisham arbore désormais l'allure d'un " soldat " trop vite monté en graine. Tenant en joue une cible imaginaire, le jeune homme prend la pose la kalachnikov à la hanche.

" Quand son meilleur ami a été assassiné, il a commencé à s'absenter de son boulot. Je lui ai dit : " Ecoute, je peux comprendre que tu t'absentes deux ou trois jours car ton ami est mort. Mais, dorénavant, si tu ne retournes pas travailler, j'arrêterai de te donner de l'argent. Tu vas perdre cinquante chekels par jour ". Il m'a répondu : " Je m'en fiche, je ne reviendrai pas ". Pour lui, l'argent et la vie n'avaient pas d'importance ".

Hisham s'applique alors à entretenir quasi mystiquement le culte de son ami, et à inscrire des sentences annonciatrices de sa vengeance, sur les murs faisant face à la demeure de ses parents. Il prend également soin, pour expliquer son geste, d'écrire une lettre à sa famille et d'enregistrer une cassette vidéo appelant les musulmans à lutter contre Israël jusqu'au recouvrement de la terre de Palestine. La vengeance est devenue une exigence morale lui incombant personnellement. Il se sent investi de la mission de laver les humiliations infligées quotidiennement à ses compatriotes et d'élever ces derniers à une nouvelle dignité.

Conclusion

C'est un trait général des mouvements islamistes que d'être pris dans une tension entre la nécessité d'entretenir la ferveur dont ils deviennent progressivement le seul support, du fait des désaveux infligés aux organisations nationalistes " laïques ", et celle de ne pas se couper des jeux politiques au sein desquels ils aspirent à s'intégrer. La violence leur apparaît, dans ces conditions, à la fois comme une menace et comme une nécessité. Les mouvements islamistes ayant vocation à convertir leur capital social en ressource politique ne peuvent en effet ni la cautionner exagérément, au risque de se priver de la possibilité d'exister durablement dans le système institutionnel, ni la condamner, sous peine de se couper d'une partie de leur base et de perdre leur capacité de contribuer à la destabilisation des régimes ou des forces en place. Aussi, de plus en plus dépourvue des significations politiques et sociales qu'avaient revêtues les actions armées du Hamas du temps de l'Intifada, la violence des commandos-suicides échappe-t-elle désormais en partie au contrôle du parti islamiste. Et, si celui-ci continue de chanter les louanges de ses " martyrs ", il ne qualifie plus désormais leur " sacrifice " comme ayant une fin coïncidant avec sa propre vocation politique et sociale.

Cette dissociation entre la logique institutionnelle du parti islamiste et la logique armée d'une fraction de la base radicalisée du mouvement explique l'actuelle absence de cohérence des initiatives du Hamas. La récente dégradation des relations israélo-palestiniennes pourrait cependant, en réactualisant les mots d'ordre de la résistance armée, ressouder les rangs de l'organisation islamiste.

Sans doute les affrontements armés de septembre 1996 ne condamnent-ils pas définitivement les accords d'Oslo à l'échec. Ils ont néanmoins fortement entamé les espoirs qu'avait placés la majorité de la société palestinienne dans le processus de paix.

Prise en tenailles entre l'intransigeance israélienne et les exigences de ses bailleurs de fonds, l'Autorité Palestinienne se retrouve prisonnière d'un processus de paix conçu par ses initiateurs palestiniens en vue d'arracher la création d'un Etat souverain, si réduit soit-il, mais, même ce résultat demeure incertain.

Horizon indépassable pour un Yasser Arafat soucieux de préserver son leadership et hanté par l'idée qu'une explosion incontrôlable de violence dans ses territoires puisse être écrasée par Israël et le contraindre à un nouvel exil, les accords d'Oslo incarneront-ils encore longtemps le " rêve palestinien " aux yeux d'une population dont les conditions d'existence ne cessent de se détériorer et dont la colère et le désespoir ne cessent de croître ? Les islamistes du Hamas en doutent, qui attendent le " naufrage " du processus de paix et l'éventuel échec de l'Autorité palestinienne pour fourbir à nouveau leurs armes. Bénéficiaire potentiel des ratés du processus de paix, le Hamas risque en effet de capitaliser également le ressentiment qu'une partie de la population tend à nourrir à l'égard d'une Autorité Nationale Palestinienne tenue pour responsable de son aliénation politique et économique.

L'islamisme palestinien représente, on le voit, une force avec laquelle tout scénario politique sera, à l'avenir, contraint de composer. Yasser Arafat ne saurait promettre à Israël la garantie de sa sécurité en dehors d'une concertation avec des islamistes dont la capacité de nuisance n'a pas été définitivement entamée. L'Etat d'Israël l'a d'ailleurs compris, qui a, en plusieurs occasions, noué des contacts officieux avec le Hamas.

Prisonnier de son " protectorat " de Gaza, soucieux de ne pas provoquer une guerre civile palestinienne susceptible de servir de prétexte à une intervention de l'armée israélienne dans les territoires

autonomes, Yasser Arafat pourrait lui aussi être amené à rechercher un compromis avec la mouvance islamiste en cas de confrontation avec un gouvernement Israélien [30] qui semble faire actuellement le pari d'entraîner l'Autorité Palestinienne dans une stratégie de la tension susceptible de déboucher sur une nouvelle logique de violence. Toute la question serait alors du degré d'adhésion au recours à la violence que Yasser Arafat serait lui-même obligé de confesser. Entre une acceptation impossible et une condamnation ouvrant la voie à de nouvelles ruptures, les voies possibles d'une instrumentalisation de la violence islamiste par l'Autorité Palestinienne sont étroites.

[Retour à la partie précédente](#)

[Retour à la première partie](#)

* Séverine Labat est chargée de recherches au CADIS

[1] Ziad Abu Amr, *Islamic fundamentalism in the West Bank and Gaza : Muslim Brotherhood and Islamic Djihad*, op. cit.

[2] " Faucons " du Fatah, " Aigles rouges " du FPLP, cellules " Seif Al-Islam " du Djihad Islamique.

[3] Entretien avec Ghazi Hamad à Gaza le 23 septembre 1996.

[4] François Burgat, *L'islamisme en face*, op. cit., l'idéologie islamiste considère le djihad contre l'ennemi extérieur comme allant de pair avec la réislamisation (au besoin " musclée ") de la société palestinienne, d'où la coexistence entre les deux formes de violences. A cet égard, voir également Ziad Abu Amr, *Islamic fundamentalism in the West Bank and Gaza : Muslim Brotherhood and Islamic Djihad*, op. cit.

[5] Voir Edward Saïd, *Peace and Its Discontents. Gaza-Jericho 1993-1995*, London, Vintage, 197 p.

[6] Sur les fondements et les conditions de l'accord de paix, voir Ghassan Salamé (dir.), *Proche-Orient : les exigences de la paix*, Complexe, Bruxelles, 1994, 167 p.

[7] . Entretien à Gaza le 23 septembre, avec Rachid, militant du Hamas proche des commandos Azzeddine El-Qassem. Agé d'une

trentaine d'années, Rachid a abandonné ses études avant le bac. Il travaille comme employé dans un magasin. Accusé d'assurer la coordination entre différentes cellules du Hamas, il fut arrêté et torturé deux fois, en 1981 et 1983.

[8] A ce sujet, voir Elias Sanbar, " L'autogouvernement palestinien " in Ghassan Salamé (dir.), Proche-Orient : les exigences de la paix, op. cit, p. 101-110.

[9] Entretien à Gaza le 24 septembre, avec Nasser militant du Hamas durant l'Intifada. Agé d'une trentaine d'années, Nasser est issu d'une famille de bédouins originaires du Sinaï, installée dans la région de Beer Sheva, puis réfugiée à Gaza. Ne disposant pas du statut de réfugié dûment enregistré auprès de l'UNRWA, Nasser a toutefois pu suivre l'enseignement d'une école de l'organisme international chargé des réfugiés. Inscrit, durant l'Intifada, à l'université islamique de Gaza, il suit de loin des cours de char'ia, consacrant l'essentiel de son temps à l'activisme anti-israélien (inscription de graffitis, jets de pierres).

[10] En raison, notamment, du poids des réfugiés dans la population, de l'influence des Frères Musulmans égyptiens, mais également de l'enclavement et de l'isolement dont souffre la bande de Gaza, d'où la facilité avec laquelle les islamistes sont parvenus à imposer un sévère contrôle social. On en veut pour preuve la récente interdiction, par le maire Fatah de Gaza, de la vente de boissons alcoolisées dans les restaurants et bars de la ville.

[11] Entretien avec Ghazi Hamad à Gaza le 23 septembre 1996.

[12] Déconvenues semblant tenir autant à la mauvaise volonté des autorités israéliennes dans la mise en oeuvre des accords que dans les faiblesses et les ambiguïtés mêmes d'un accord signé sous contrainte. A ce sujet, voir le Rapport de la Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH) : " En désespoir de paix ", mars 1997. Voir également Edward W. Said, " Victimes consentantes ", Le Monde Diplomatique, novembre 1994.

[13] Le premier ministre Shimon Pérès en reporte sine die l'application le 28 mars 1996, suite à la vague d'attentats-suicides perpétrés en Israël par des militants du Hamas.

[14] La " lettre d'accompagnement " (ou "lettre de garantie") américaine à cet accord affirme en effet que " l'étendue de chacun des redéploiements (ces derniers devant intervenir en mars et septembre

1997 puis en août 1998) sera fixée par Israël en fonction de ses besoins de sécurité ". A cet égard, voir Le Monde du 16 janvier 1997.

[15] Bouclage ayant des répercussions économiques catastrophiques à Gaza où s'entassent plus d'un million d'habitants dont 70 % ont moins de 20 ans et dont 75 % sont des réfugiés : chute de 30 % du revenu par habitant entre février 1996 et septembre 1996 ; taux de chômage de 50 à près de 80 % selon les époques.

[16] Voir Geoffrey Aronson, " Pendant la négociation, la colonisation continue ", Le Monde Diplomatique, Novembre 1996, p 4-5. Hors Jérusalem-Est, plus de 160 000 colons juifs se répartissent entre Gaza (qui en compte 8 000) et la Cisjordanie (environ 150 000), soit une hausse de 49 % entre juin 1992 et mai 1996, c'est-à-dire sous le gouvernement travailliste.

[17] Pierre Haski, " L'espoir bouclé des Palestiniens de Gaza : la zone autonome est devenue une vaste prison à ciel ouvert " in Libération, 6 octobre 1996.

[18] Jérusalem-Est, avec environ 200 000 colons (soit une hausse de 33 % entre juin 92 et mai 96), est désormais à majorité juive.

[19] A cet égard, voir Jean-François Legrain, " Judaïsation et démembrement : politiques israéliennes du territoire en Cisjordanie-Gaza (1967-1995) " in Monde Arabe Maghreb-Machrek, n° 152, avril-juin 1996, p. 42-73.

[20] Les opérations militaires du Hamas ne concernaient que les territoires occupés avant la signature des accords d'Oslo. Depuis lors, elles se sont étendues au territoire d'Israël.

[21] Les manifestations contre le " terrorisme " (largement organisées par le Fatah) se sont cependant vite transformées en manifestations contre le bouclage qui sévit depuis le mois de mars 1996.

[22] Ce qui constitue une perte de popularité à court terme, mais peut constituer un gain à moyen terme dans la mesure où l'intransigeance du Likoud peut remobiliser la base du Hamas contre Israël.

[23] A ce sujet, voir l'article de Dany Rubinstein : " Territoires occupés : maintenant la rue soutient à nouveau le Hamas ", paru dans le journal israélien Ha'aretz et reproduit dans Courrier International, n° 334, du 27 mars au 2 avril 1997.

[24] Pour une définition de l'antimouvement social, voir Michel Wieviorka, *Sociétés et terrorisme*, Paris, Fayard, 1988.

[25] Le massacre d'Hébron perpétré par Baruch Goldstein le 25 février 1994, est, de fait, l'élément déclencheur de la vague d'attentats du printemps 1994 ; celle de l'automne 1994 fait suite à l'affaire Wachsmann et à l'assassinat, par le Shin Beth, d'un des chefs du Djihad Islamique à Gaza ; celles du printemps et de l'été 1995 répondent à l'attentat à l'explosif perpétré par les services israéliens contre l'un des chefs des Brigades Azzeddine El-Qassem à Gaza ; celles de novembre 1995, puis de février et mars 1996 sont provoquées par les assassinats consécutifs de Fathi Chiquaqi (chef du Djihad Islamique assassiné par le Mossad à Malte en octobre) et de Yahia Ayache, tandis que l'attentat de mars 1997, à Tel Aviv, fait suite à la décision du gouvernement israélien de construire une implantation juive au Djebel Abou Ghneim (Har Homa) dans la partie arabe de Jérusalem.

[26] A cet égard, voir dans ce numéro de *Cultures & Conflits*, la contribution de Farhad Khosrokhavar, " Le modèle Bassidji ".

[27] Cité par Beverley Milton-Edwards, *Islamic Politics in Palestine*, Tauris Academic Studies, Londres, 1996, p. 167.

[28] On trouvera un autre portrait de Hisham signé de Patrice Claude dans *Le Monde* du 11 avril 1994.

[29] Entretien avec les frères de Hisham Mohammed le 25 septembre 1996 à Gaza.

[30] En témoigne la rencontre, à Naplouse, fin février 1997, entre Yasser Arafat et l'ensemble des formations politiques palestiniennes (Hamas compris) en vue de la promotion d'un " dialogue national ".